



PREFETE DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
SECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
DPI - BPUPE - SIC - LL - n° 2016 - **285**

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Communes de **DOURGES** et **OSTRICOURT**

Société Publique Locale **DELTA 3**
Parc logistique locatif « Lot 3 – Zone L.D »

ARRETE INTER-PREFECTORAL D'AUTORISATION

Le Préfet de Région Nord – Pas-de-Calais - Picardie
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite.

La Préfète du Pas-de-Calais
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite.

VU le Code de l'Environnement, et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel LALANDE, Préfet de la Région Nord – Pas-de-Calais - Picardie, Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord ;

VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 modifié relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique **1510** de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;

VU les arrêtés inter-préfectoraux du Nord - Pas-de-Calais du 9 et du 30 septembre 2010, prorogés pour 5 années par arrêté inter-préfectoral du 30 septembre 2015, déclarant d'utilité publique l'extension de la plate-forme logistique multimodale DELTA 3 ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 21 février 2013 portant dérogation pour le déplacement des espèces floristiques et faunistiques protégées identifiées sur site, pour la destruction, l'altération et la dégradation des habitats, de nature à permettre les aménagements en projet, sous réserve de mesures compensatoires ;

VU l'arrêté inter-préfectoral d'octobre 2013 de création de Zone d'Aménagement Concertée ;

VU les arrêtés inter-préfectoraux du Nord - Pas-de-Calais du 20 mai 2014 et du 1^{er} juillet 2014 autorisant l'extension de la plate-forme au titre des articles R.214-1 et R.214-6 à R.214-40 du Code de l'Environnement (loi sur l'eau) ;

VU la demande du 11 février 2016 présentée par la Société Publique Locale DELTA 3, dont le siège social est situé 7, Boulevard Louis XIV – 59000 LILLE en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un parc logistique locatif constituant le Lot 3 de la zone L.D de la plate-forme logistique multimodale DELTA 3 sis sur les communes de DOURGES (62) et d'OSTRICOURT (59) ;

VU le dossier référencé « 797621100101 / DELTA3 / DOURGES » et les plans produits cette même date à l'appui de la demande ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale émis le 16 mars 2016 sur la demande, en application de l'article L.122-1 du Code de l'Environnement ;

VU la décision de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Lille en date du 18 mai 2016, portant désignation du Commissaire Enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2016 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique unique du 13 juin 2016 au 13 juillet 2016 inclus ;

VU les certificats des maires constatant que la publicité nécessaire a été donnée ;

VU la saisine des communes concernées par le périmètre d'affichage en date du 24 mai 2016 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de LEFOREST le 21 juin 2016 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de DOURGES le 23 juin 2016 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de WAHAGNIES le 23 juin 2016 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune d'OSTRICOURT le 24 juin 2016 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de COURRIERES le 27 juin 2016 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de NOYELLES GODAULT le 28 juin 2016 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de LIBERCOURT le 8 juillet 2016 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de HENIN BEAUMONT le 15 juillet 2016 ;

VU la saisine des services déconcentrés de l'état précisés dans l'article R.512-21 du Code de l'Environnement, en date du 19 mai 2016 ;

VU les avis de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord en dates du 26 juillet 2016 et du 7 septembre 2016 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de Secours, d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais en date du 29 juin 2016 ;

VU le registre d'enquête et l'avis de M. le Commissaire-Enquêteur en date du 10 août 2016 ;

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement en date du 13 septembre 2016 ;

VU l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur de l'Environnement au pétitionnaire en date du 27 septembre 2016 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Pas-de-Calais en date du 10 octobre 2016 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Nord en date du 18 octobre 2016 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 19 octobre 2016 ;

VU le courriel d'accord de la Société Publique Locale DELTA 3 en date du 20 octobre 2016 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 modifié portant délégation de signature à M. Marc DEL GRANDE, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de Secrétaire Général Adjoint de la Préfecture du Nord ;

SUR la proposition de Messieurs les Secrétaires Généraux des Préfectures du Nord et du Pas-de-Calais ;

ARRETENT :

TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société Publique Locale DELTA 3, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 7, Boulevard Louis XIV – 59000 LILLE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, sur le territoire des communes de DOURGES et OSTRICOURT, au sein de la plate-forme logistique multimodale DELTA 3, un parc logistique locatif « LOT 3 – ZONE LD », désigné ci-après « Parc logistique » ou « site », mettant en œuvre les installations et activités classées visées dans le tableau de l'article 1.2.1 ci-dessous.

ARTICLE 1.1.2 : INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au Parc logistique LOT 3 - ZONE LD et à ses installations et équipements connexes qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Sans préjudice des prescriptions du présent arrêté, les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées soumises à déclaration sont applicables aux Installations Classées soumises à déclaration incluses dans le Parc logistique, visées ci-dessous dans le tableau de l'article 1.2.1.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour ces Installations Classées soumises à déclaration.

CHAPITRE 1.2 : NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et des installations sur site	Rubrique de classement	Classement A/D/NC⁽¹⁾
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts, à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la nomenclature des installations classées, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques ; le volume des entrepôts étant supérieur à 300 000 m ³ .	Entrepôt d'une hauteur sous toiture de 13.7 m, constitué de : - 10 cellules dans le bâtiment A soit 60 000 m ² - 14 cellules dans le bâtiment B soit 84 000 m ² Sur une base théorique de 12 190 palettes de 0.9 t dans chacune des 24 cellules, quantité maximale de matières combustibles stockées dans l'entrepôt : 263 300 t Volume de l'entrepôt : 1 972 800 m³	1510	A (1510-1)
Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public ; le volume susceptible d'être stocké étant supérieur 50 000 m ³ .	Sur une base théorique de 12 190 palettes de 1.6 m ³ dans chacune des 24 cellules, volume maximal de papier, carton ou matériaux combustibles analogues susceptible d'être stocké : 468 000 m³	1530	A (1530-1)
Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public ; le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³ .	Sur une base théorique de 12 190 palettes de 1.6 m ³ dans chacune des 24 cellules, volume maximal de bois ou matériaux combustibles analogues susceptible d'être stocké : 468 000 m³	1532	A (1532-1)

Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ; le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 40 000 m ³ .	Sur une base théorique de 12 190 palettes de 1.6 m ³ dans chacune des 24 cellules, volume maximal de produits polymères susceptible d'être stocké : 468 000 m³	2662	A (2662-1)
Stockage de produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc. ; le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 45 000 m ³ .	Sur une base théorique de 12 190 palettes de 1.6 m ³ dans chacune des 24 cellules, volume maximal de produits à l'état alvéolaire ou expansé dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères susceptible d'être stocké : 468 000 m³	2663-1	A (2663-1.a)
Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) et dont l'état est ni alvéolaire ni expansé ; le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 80 000 m ³ .	Sur une base théorique de 12 190 palettes de 1.6 m ³ dans chacune des 24 cellules, volume maximal de pneumatiques et produits à l'état ni alvéolaire ni expansé dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères susceptible d'être stocké : 468 000 m³	2663-2	A (2663-2.a)
Stockage ou emploi de liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C ; la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t.	Stockage de liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, quantité totale susceptible d'être présente dans l'entrepôt inférieure à 1 000 t.	1436	D (1436-2)
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	- Chaudières alimentées au gaz naturel pour chauffer les cellules des deux bâtiments (mise hors gel notamment), une à deux chaufferies par bâtiment, - Chaudières alimentées au gaz naturel de puissance thermique unitaire 35 kW pour le chauffage des blocs bureaux et locaux sociaux, puissances thermiques cumulées des chaudières comprises entre 2 et 8 MW.	2910-A	D (2910-A.2)

Ateliers de charge d'accumulateurs ; la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	12 locaux de charge sur le site de l'entrepôt (un par groupe de deux cellules), puissance maximale consolidée de courant continu pour cette opération supérieure à 50 kW.	2925	D (2925)
Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t. <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 du code de l'environnement : 150 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de cet article R. 511-10 : 500 t</i>	Stockage d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 (dans cellule 10 du bâtiment A et dans cellule 24 du bâtiment B), quantité totale susceptible d'être présente inférieure à 150 t et seuil bas non atteint par la règle du cumul avec les rubriques 4321, 4330, 4331 et 4755.	4320 ⁽²⁾	D (4320-2)
Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 du code de l'environnement : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de cet article R. 511-10 : 50 000 t</i>	Stockage d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou de liquides inflammables de catégorie 1 (dans cellule 10 du bâtiment A et dans cellule 24 du bâtiment B), quantité totale susceptible d'être présente inférieure à 5 000 t et seuil bas non atteint par la règle du cumul avec les rubriques 4320, 4330, 4331 et 4755.	4321 ⁽²⁾	D (4321-2)
Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée ; la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 du code de l'environnement : 10 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de cet article R. 511-10 : 50 t</i>	Stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (dans cellule 10 du bâtiment A et dans cellule 24 du bâtiment B), quantité totale susceptible d'être présente inférieure à 10 t et seuil bas non atteint par la règle du cumul avec les rubriques 4320, 4321, 4331 et 4755.	4330 ⁽²⁾	D (4330-2)

<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 ; la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 du code de l'environnement : 5 000 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de cet article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	<p>Stockage de liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 (dans cellule 10 du bâtiment A et dans cellule 24 du bâtiment B), quantité totale susceptible d'être présente inférieure à 100 t et</p> <p>seuil bas non atteint par la règle du cumul avec les rubriques 4320, 4321, 4330 et 4755.</p>	<p>4331 ⁽²⁾</p>	<p>D (4331-3)</p>
<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement ; la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations ni en cavité souterraine ni en stockage enterré, étant inférieure à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 du code de l'environnement : 2 500 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de cet article R. 511-10 : 25 000 t</i></p>	<p>Réservoir de gazole présent dans le local technique de l'installation de sprinklage, quantité maximale susceptible d'être présente : 1 000 l.</p> <p>(quantité susceptible d'être présente inférieure à 2% de la quantité seuil bas visée ci-contre)</p>	<p>4734 ⁽²⁾</p>	<p>NC (4734-2)</p>
<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % ; la quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 50 m³ mais inférieure à 500 m³.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 du code de l'environnement : 5 000 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de cet article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	<p>Stockage d'alcools de bouche (dans cellule 10 du bâtiment A et dans cellule 24 du bâtiment B), quantité totale susceptible d'être présente inférieure à 500 m³.</p> <p>et</p> <p>seuil bas non atteint par la règle du cumul avec les rubriques 4320, 4321, 4330 et 4331.</p>	<p>4755-2 ⁽²⁾</p>	<p>D (4755-2.b)</p>

⁽¹⁾ A : installations relevant du régime d'autorisation d'exploiter

D : installations relevant du régime de la déclaration

NC : installations non classées

⁽²⁾ L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires : gestion informatisée des stocks harmonisés sur l'ensemble du Parc logistique, connaissance du stock en temps réel..., pour garantir que sur ce Parc logistique multi-locataires, le classement « seuil bas » des installations tel que défini à l'article R.511-10 du Code de l'Environnement, ne soit jamais atteint par la règle du cumul elle-même définie à l'article R.511-1 dudit Code, en considérant les dangers physiques pour les rubriques 4320, 4321, 4330, 4331, 4734 et 4755.

Le respect de cette disposition doit pouvoir être justifié en permanence.

ARTICLE 1.2.2 : SITUATION DU PARC LOGISTIQUE

Les installations autorisées sont implantées sur des terrains d'une superficie voisine de 44 ha (440 068 m²), sur les communes et parcelles suivantes :

Communes	Parcelles concernées (en tout ou partie)
DOURGES	Section ZA : Parcelles n° 69 à 77, 91 à 107, 151 à 164, 187, 189, 191, 193, 195, 197, 232, 235 et 236 (350 332 m ²) (Domaine public : 5 661 m ²)
OSTRICOURT	Section ZA : Parcelles n° 1 à 13 (66 715 m ²) Section B1 : Parcelles n° 133, 135, 136, 141 (6 821 m ²) Section B3 : Parcelles n° 300, 301, 2402 (7 973 m ²) (Parcelles non cadastrées : 397 m ² - Domaine public : 2 169 m ²)

L'exploitant veille à ce qu'en permanence, toutes les activités liées au Parc logistique, y compris l'entreposage provisoire de bennes ou containers, soient exercées à l'intérieur du périmètre d'exploitation clôturé. L'utilisation de l'espace public dans le cadre des activités autorisées sur le site est limitée à la circulation des personnes et des véhicules : véhicules légers accédant au site (salariés et visiteurs), réception de produits, matériels et marchandises, expédition des marchandises et des déchets générés... en lien direct avec les activités du site.

ARTICLE 1.2.3 : CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

Le Parc logistique locatif « LOT 3 ZONE LD » comprenant l'ensemble des Installations Classées et connexes, est principalement constitué des bâtiments, zones fonctionnelles et équipements décrits ci-dessous :

- deux bâtiments A et B, comportant respectivement 10 et 14 cellules de stockage toutes d'une superficie proche de 6 000 m². Chacun des bâtiments A et B :
 - est équipé d'une ou deux chaufferies alimentées au gaz naturel pour le chauffage des cellules
 - est associé à une cour simple face de 35 m minimum de profondeur pour la manœuvre des camions (les deux cours sont en vis-à-vis en partie centrale du parc, donnant en façade Sud-Ouest du bâtiment A et en façade Nord-Est du bâtiment B), et conçu pour être équipé ultérieurement d'une seconde cour (évolution en option qui permettrait l'exploitation en « *cross dock* »).
 - est conçu pour être exploité, par locataire, par groupe de deux cellules. Un locataire occupant disposera par groupe de deux cellules :
 - d'un accès dédié à la cour de manœuvre au droit des cellules occupées,
 - d'une porte de plain-pied et 12 quais de chargement,
 - en appendice des deux cellules, d'un local de charge et d'un bloc bureau et locaux sociaux en R+1, doté chacun d'une chaudière gaz naturel de puissance thermique unitaire 35 kW,
 - d'un espace parking VL dédié.

A l'intérieur de chaque cellule, entre les portes de quai et le stockage des marchandises, un emplacement d'environ 20 m de profondeur est utilisé comme aire de réception des marchandises avant stockage, de préparation des commandes et d'expédition ; l'aire de béquillage qui forme les quais de déchargement, se situe à 1,1 m environ sous le niveau du sol de la plate-forme extérieure.

- un petit bâtiment à l'entrée du parc abritant :
 - le poste de garde dans lequel sont implantés les tableaux d'alarme du site liés à la sécurité
 - une salle aménagée pour la détente des chauffeurs. Cette dernière, dotée d'une ligne téléphonique, fera office de local de crise en cas de sinistre et d'intervention.
 - une voie d'accès principal au parc, centrale, desservant les parkings et bâtiments (l'accès à cette voie se fait depuis un giratoire aménagé sur la portion de l'ancienne Route Départementale 306 devenue voie de desserte interne à la zone LD), des accès de dessertes périphériques, des aires de stationnement pour les véhicules légers et les camions. De manière consolidée, le site disposera au minimum de 560 places pour le stationnement des véhicules légers du personnel et des visiteurs, et de 50 places pour celui des poids-lourds (hors cours camions visées ci-dessus).
 - des bassins constituant un complément de réserve d'eau incendie
- des bassins pour la gestion des eaux pluviales de toitures et voiries et des eaux d'extinction incendie.

CHAPITRE 1.3 : CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations du parc logistique et leurs équipements annexes, objet du présent arrêté, sont conçus, disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation référencé « 797621100101 / DELTA3 / DOURGES », et adressé par l'exploitant le 11 février 2016 en Préfecture du Pas-de-Calais et en Préfecture du Nord. En tout état de cause, ils respectent les dispositions du présent arrêté et les autres réglementations en vigueur.

Les prescriptions du présent chapitre relatif à la conformité au dossier valent pour les différentes phases du chantier de construction du parc logistique : l'exploitant devra mettre en œuvre toutes les dispositions décrites dans ce dossier, de nature à prévenir les nuisances environnementales et à préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

CHAPITRE 1.4 : LIMITES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1 : NATURE DES ACTIVITES

Les cellules d'entreposage du parc logistique sont destinées à recevoir tous types de marchandises (majoritairement des produits finis et dans une moindre mesure : matières premières, articles de conditionnement...) mettant en jeu matières combustibles, bois, cartons, plastiques... Une seule cellule spécifique pour chacun des deux bâtiments, localisée en extrémité de bâtiment côté Sud-Est et non contiguë des bureaux, pourra accueillir le stockage des alcools de bouche, liquides inflammables (produits d'hygiène, parfum, produits d'entretien...) sur une surface maximale de 1 200 m² et des aérosols, également sur 1 200 m² maximum.

Dans les cellules ne peuvent être stockés des produits dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification et à l'étiquetage des substances ou à tout autre texte venant s'y substituer), toxiques ou nocifs. La présence de tels produits dans l'enceinte du Parc logistique locatif est limitée aux seules nécessités de l'exploitation.

Des produits ou substances incompatibles entre eux ne pourront pas être entreposés au sein d'une même cellule.

ARTICLE 1.4.2 : CADUCITE

La présente autorisation concernant le site du Parc logistique cesse de produire effet si les activités d'entreposage n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Au sens du présent article, il est considéré que les activités d'entreposage exercées partiellement, au minimum dans un groupe de deux cellules, valent activités d'entreposage sur site compte tenu :

- du phasage prévisionnel des travaux. Le phasage est prévu en 5 tranches de durée estimée à 9 mois : 2 tranches pour le bâtiment A et 3 tranches pour le bâtiment B, sur une durée approximative de 6 années. Il pourra toutefois dépendre du rythme de commercialisation des cellules.
- de la vocation locative du parc logistique, « multi-occupants », pouvant générer des périodes de vacances d'un ou plusieurs groupes de deux cellules.

CHAPITRE 1.5 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.5.1 : PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations visées par le présent arrêté, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet du Pas-de-Calais et du Préfet du Nord avec tous les éléments d'appréciation, en application de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 1.5.2 : MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées si nécessaire à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet du Pas-de-Calais et au Préfet du Nord qui pourront demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à leur approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3 : EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.4 : TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des Installations Classées visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 1.5.5 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où le site change d'exploitant, le nouvel exploitant est tenu d'en informer le Préfet du Pas-de-Calais et le Préfet du Nord dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Le porter à connaissance comprend les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant.

ARTICLE 1.5.6 : CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas d'arrêt définitif des Installations Classées, l'exploitant notifie au Préfet du Pas-de-Calais et au Préfet du Nord la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus doit comprendre le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ; elle indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité des installations. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents dans l'emprise foncière du parc logistique ;
- le nettoyage des installations ;
- le démantèlement des installations qui ne pourront être réutilisées sur place dans le cadre de l'usage futur ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la mise en sécurité, la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le terrain d'implantation de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette au minimum un usage futur de ce terrain déterminé selon le type d'usage prévu à l'avant-dernier alinéa du présent article.

L'exploitant transmet au Préfet du Pas-de-Calais et au Préfet du Nord, au plus tard dans un délai de quatre mois à compter de la date effective de cessation des activités du Parc logistique, un mémoire précisant les mesures déjà observées ou envisagées pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dudit Code compte tenu du type d'usage prévu pour le site, qui comporte notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur
- en cas de besoin, la surveillance à exercer et les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5 du Code de l'Environnement, sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du même code, l'usage à prendre en compte est de même type que celui couvert par la présente autorisation.

En cas de vente des terrains, l'exploitant est tenu d'informer par écrit l'acheteur que des installations classées soumises à autorisation y ont été exploitées. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers et inconvénients importants qui résultent de l'exploitation de ses installations.

CHAPITRE 1.6 : ARRETES APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur (notamment livre V du code de l'environnement – titre I) et des dispositions du présent arrêté préfectoral, sont applicables aux installations visées par le présent arrêté les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous, non listés de manière exhaustive :

Dates	Textes
31/03/1980	Arrêté ministériel relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion
23/01/1997	Arrêté ministériel modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/1998	Arrêté ministériel modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

15/03/2000	Arrêté ministériel modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression
05/08/2002	Arrêté ministériel modifié relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510
28/07/2003	Arrêté ministériel relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter
29/09/2005	Arrêté ministériel relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/09/2008	Arrêté ministériel modifié relatif à la prévention des sinistres dans les dépôts de papier et de carton soumis à autorisation au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées
07/07/2009	Arrêté ministériel relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence
02/10/2009	Arrêté ministériel relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW
04/10/2010	Arrêté ministériel modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (section III : protection contre la foudre)

CHAPITRE 1.7 : RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code Minier, le Code Civil, le Code de l'Urbanisme, le Code du Travail et le Code Général des Collectivités Territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE II : GESTION DU PARC LOGISTIQUE LOCATIF

Un plan de circulation, établi conformément aux dispositions décrites dans le dossier de demande d'autorisation, destiné à optimiser la circulation des véhicules et des flux des matières et déchets dans l'enceinte du parc logistique et sur ses voies d'accès, est affiché à l'entrée du site et porté à la connaissance des personnes accédant aux installations (personnel, chauffeurs, visiteurs...).

L'accès et la sortie, pour l'ensemble des véhicules, se font par le passage au poste de garde du parc. Une signalétique appropriée est mise en place.

La vitesse des véhicules au sein du parc logistique est limitée à 30 km/h (cette limitation est clairement signalée et rappelée par consigne ; des limiteurs de vitesse pourront être installés si nécessaire en plusieurs endroits stratégiques du parc).

Des limitations de gabarit seront mises en place sur le tronçon de la Route Départementale 306 qui sera utilisé, après déviation de cette dernière, comme voie de desserte interne à la future zone LD. Ces limitations permettront d'éviter la circulation des véhicules poids-lourds dans les centres-villes voisins ; leur accès se fera exclusivement en empruntant l'échangeur de l'autoroute A1 et la desserte de la plate-forme existante. Ces limitations seront toutefois prévues pour préserver les accès aux deux roues.

Dès la phase de réalisation et dans le cadre du plan de déplacement entreprise, l'exploitant met en œuvre les dispositions qui permettront, autant que faire se peut, de favoriser les déplacements alternatifs :

- pour le personnel : transports en commun, aménagement d'aires de covoiturage, de pistes cyclables et zones piétons...
- pour les véhicules poids-lourds : recours aux voies ferrée et fluviale équipant la plate-forme multimodale.

CHAPITRE 2.1 : RECEPTION DES MARCHANDISES

La réception des marchandises est décrite dans une procédure spécifique qui précise en outre les vérifications associées et les modalités mises en œuvre pour garantir que les quantités entreposées sur le site n'atteignent pas le classement « seuil bas » mentionné au dernier alinéa de l'article 1.2.1 ci-dessus.

CHAPITRE 2.2 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.2.1 : OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que pour réduire les quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, sécurité et salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, ainsi que pour la conservation des sites, des monuments et des éléments du patrimoine archéologique,
- utiliser l'énergie de manière rationnelle : pour ce faire, l'exploitant mettra en place des dispositions spécifiques telles que le sous-comptage par système : chauffage, ventilation, éclairage, eau chaude sanitaire, appareillage de forte puissance...

ARTICLE 2.2.2 : SUIVI DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés sur le site.

ARTICLE 2.2.3 : CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit les consignes d'exploitation générales applicables à l'ensemble des installations du Parc locatif. Ces consignes comportent explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale ou en mode dégradé pouvant être lié à l'indisponibilité d'un quelconque équipement servant à l'exploitation ou pour la sécurité des installations, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté et le maintien de la sécurité.

Ces consignes portent notamment sur :

- la conduite des installations (en situation normale, essais périodiques),
- l'analyse des incidents, anomalies de fonctionnement et accidents,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Elles sont tenues à la disposition de l'Inspection de l'environnement, spécialité installations classées (désignée « Inspection de l'environnement » dans la suite du présent arrêté).

Des procédures spécifiques sont établies pour la gestion des situations dégradées et des situations d'urgence. Elles incluent le respect des différentes opérations permettant d'éviter toute situation dangereuse et toute atteinte à l'environnement.

ARTICLE 2.2.4 : DANGERS OU NUISANCES NON PREVENUS

Tous dangers ou nuisances non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté sont immédiatement portés à la connaissance du Préfet du Pas-de-Calais et du Préfet du Nord par l'exploitant.

ARTICLE 2.2.5 : RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

Le Parc logistique dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1 : PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation et ses abords dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu en bon état de propreté (peintures...) et entretenu en permanence.

Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Des écrans de végétation sont mis en place, lorsque cela est possible ; des plantations et structures végétales renforcées sont prévues pour donner l'image d'un milieu boisé : boisements notamment à la périphérie du parc logistique, s'étendant de son extrémité Nord à son extrémité Est. Entre le site constituant le lot n°3 et les autres lots de la zone LD, des espaces ouverts seront maintenus pour créer des perspectives visuelles.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers - cartons, boues, déchets...

Pour l'entretien des surfaces extérieures du parc logistique (voies de circulation, parkings, espaces verts...), l'exploitant met en œuvre les bonnes pratiques comme le non recours aux produits insecticides et pesticides ; cette disposition concerne en particulier les opérations de désherbage.

Si nécessaire, le site est mis en état de dératisation.

Sans préjudice de la sécurité des installations, et notamment celle liée à la circulation sur les voies internes au site, l'exploitant est tenu d'observer les dispositions pour limiter au mieux les nuisances pouvant résulter des émissions lumineuses : orientation et implantation des points lumineux, adaptation des types de lumières, des puissances de l'éclairage extérieur, des périodes d'éclairage par horloge ou variateur crépusculaire, présence d'écrans naturels (haies, plantations)...

ARTICLE 2.3.2 : FAUNE / FLORE

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre des mesures de compensation de la destruction des habitats présents sur site résultant de la création du Parc logistique.

Ainsi, il doit observer celles des dispositions de recreation d'habitats, de déplacements d'espèces protégées et autres mesures compensatoires « zones humides » prescrites par l'arrêté inter-préfectoral de dérogation des 20 mai 2014 et 1er juillet 2014 devant accompagner l'extension de la zone d'activité et concernant le parc logistique ou ses abords immédiats.

Sans préjudice de ces dispositions réglementaires, l'exploitant met en œuvre les mesures spécifiques suivantes du présent article, au droit du site et de ses abords, en collaboration avec un ingénieur écologue : plantation de haies à base d'essences locales favorables à l'avifaune, entretenues suivant un mode doux et extensif, préservation autant que faire se peut des zones en eau (mares et fossés) existantes au droit du parc, création de prairies humides à l'entrée du site et de noues de collecte, tamponnement et infiltration transversales le long des limites latérales qui permettront d'établir un lien entre le Nord et le Sud de la plateforme et de favoriser ainsi le déplacement de certaines espèces animales, notamment les amphibiens. Ces noues auront une largeur de 8 m et des berges de faible pente (2 pour 1) ; leur pente longitudinale sera quasiment nulle. Le niveau de fond des noues sera légèrement inférieur au radier du limiteur de débit à l'aval, pour garantir la présence quasi-permanente d'eau dans le fond des ouvrages.

Dans toutes les noues et prairies humides, des espèces végétales aquatiques et semi-aquatiques seront plantées ou semées.

Ces zones humides seront alimentées par les eaux pluviales de ruissellement (eaux pluviales de voiries préalablement pré-traitées par débourbeur séparateur d'hydrocarbures et eaux pluviales de toitures).

Préalablement au démarrage des travaux, l'ingénieur écologue établira un plan des zones à protéger durant toute la durée du chantier ; certaines phases de travaux devront par ailleurs être réalisées durant les périodes définies dans l'arrêté inter-préfectoral de dérogation. Le suivi environnemental du chantier permettra de s'assurer du respect de ces prescriptions.

Un Corridor écologique d'une largeur minimale de 40 m sera créé sur toute la longueur de la limite Sud - Ouest du parc (lot n° 3) ; il permettra la migration des espèces entre la lisière de la voie ferrée LENS - OSTRICOURT et la frange du faisceau ferroviaire. Ce corridor sera bordé des noues susvisées, transversales des exploitations logistiques.

L'entretien des espaces sera réalisé de manière raisonnée, sans utilisation de produits phytosanitaires et dans le respect des mesures d'évitement saisonnières. Des interventions seront menées pour maintenir le milieu ouvert, dégager les berges et éviter les risques de comblement et aussi pour maintenir la sécurité de circulation (taille des plantations le long des routes et notamment dans les virages).

Les ouvrages alimentant les noues et les noues elles-mêmes feront l'objet de contrôles visuels réguliers. Des opérations d'entretien préventif des noues (tontes, fauche, ramassage des feuilles et détritiques) et de curage de l'ensemble des ouvrages seront menées aussi souvent que nécessaire.

CHAPITRE 2.4 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.4.1 : DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection de l'Environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection de l'Environnement, un rapport d'incident, lui est transmis par l'exploitant. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection de l'Environnement.

CHAPITRE 2.5 : RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation (dossier initial et éventuels dossiers d'extension ou de modification, ou dernier dossier de demande consolidé),
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- un registre indiquant la nature et les quantités des produits dangereux présents sur site (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la classification et à l'étiquetage des substances), auquel est annexé un plan général repérant leur localisation.

Tous les documents justifiant du respect des dispositions du présent arrêté : études réalisées, justificatifs des caractéristiques techniques des installations (conception du gros œuvre, DOE, procès-verbal de réception de travaux, documents techniques des équipements...), registres des interventions de maintenance, des vérifications, traçabilité des actions correctives, des formations dispensées, des exercices réalisés, registres de suivi d'exploitation..., doivent être tenus par l'exploitant à la disposition de l'Inspection de l'Environnement. Tous ces documents devront être transmis à sa demande.

Pour les documents informatisés, des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données.

Tous les documents techniques justifiant des caractéristiques des installations et équipements en place sont conservés sans limite de durée dans le temps.

Les résultats des contrôles et analyses pourront par contre n'être conservés que durant un temps limité, qui ne pourra pas être de moins de 5 ans.

CHAPITRE 2.6 : RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection de l'environnement les documents suivants :

Articles	Information / Documents	Périodicité du contrôle / Echéances
2.4.1.	Déclaration des éventuels accidents et incidents	Meilleurs délais
	Compte-rendu d'accident (compte-rendu d'incident sur demande de l'Inspection de l'environnement)	15 jours après survenue
7.6.1.3	Plan d'Opération Interne et mises à jour	Avant démarrage des activités ou mise en service des modifications
7.6.1.5.1	Comptes-rendus des exercices incendie	Un mois après réalisation (réalisation dans les 3 mois après démarrage des activités puis tous les 2 ans)
9.3.3.1	Comptes-rendus des analyses des eaux pluviales de ruissellement et des actions engagées	Un mois après analyses, <u>seulement en cas de dépassements mesurés des valeurs limites imposées</u> (mesures semestrielles)
9.3.5	Comptes-rendus des campagnes de mesures de niveaux de bruit	Deux semaines à compter de la réception du compte-rendu (mesures 1 fois par an durant le chantier de construction et au plus tard 6 mois après le démarrage des activités dans chaque phase construite – tous les 3 ans ensuite).

TITRE 3 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**CHAPITRE 3.1 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS****ARTICLE 3.1.1 : DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, d'un traitement adapté des effluents, la réduction des quantités rejetées en optimisant en particulier l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents
- à réduire au minimum les durées de dysfonctionnement ou d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations techniques (chaufferies, groupes motopompes diesel associés au sprinklage, atelier de charge des accumulateurs...) comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme.

Les événements ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces événements, les remèdes apportés et les actions engagées pour éviter le renouvellement d'un tel événement sont consignés dans un document.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 3.1.2 : POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne (soupapes, disques de rupture...) devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3 : VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Les chauffeurs des camions en attente auront pour consigne d'arrêter leur moteur.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.4 : EMISSIONS DIFFUSEES : PREVENTION DES ODEURS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Le site ne sera pas à l'origine d'émissions canalisées ou diffuses de poussières.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'installation ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

CHAPITRE 3.2 : CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1 : DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées ou conduits permettant une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse requise pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques pouvant nécessiter un suivi doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection de l'Environnement.

ARTICLE 3.2.2 : CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

Les seuls conduits d'évacuation d'effluents atmosphériques présents sur le site du Parc logistique, hors extraction d'air, sont ceux des gaz de combustion :

- des chaudières principales et secondaires alimentées au gaz naturel, pour le chauffage respectif des cellules et des « blocs » bureaux,
- des groupes motopompes de l'installation de sprinklage.

ARTICLE 3.2.3 : CONDITIONS GENERALES DE REJET

Toutes les dispositions sont prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par un nombre aussi réduit que possible de cheminées qui débouchent à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants.

La hauteur des conduits d'évacuation des gaz de combustion des générateurs des chaufferies principales doit dépasser d'au moins 3 m la hauteur de l'acrotère des bâtiments auxquels les chaufferies sont accolées, sans être inférieure à 8 m, ceci afin de permettre de diffuser au mieux les rejets dans l'atmosphère. Les conduits des gaz de combustion sont dimensionnés pour permettre une vitesse de rejet minimale de 5 m/s.

ARTICLE 3.2.4 : VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS REJETEES (CHAUDIERES PRINCIPALES)

PARAMETRES	VALEUR LIMITE (mg/Nm ³)
Oxydes de soufre (en équivalent SO ₂)	35
Oxydes d'azote (en équivalent NO ₂)	100
Poussières	5

Les valeurs du tableau ci-dessus sont comparées aux valeurs mesurées ramenées aux conditions normales de température et de pression (273 K - 101.3 kPa), après déduction de la vapeur d'eau (sur gaz secs) et correction de la teneur en oxygène, ramenée à 3%.

TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES
CHAPITRE 4.1 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU
ARTICLE 4.1.1 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'eau utilisée dans les installations du Parc logistique et ses équipements connexes proviennent :

- du réseau public de distribution d'eau potable pour les principales utilisations suivantes :
 - usage domestique (consommation annuelle estimée à 10 200 m³)
 - alimentation du réseau d'eau de lutte contre l'incendie (hors poteaux incendie et bassins de réserve d'eau incendie) :
- du réseau d'eau sous pression alimenté par pompage dans le canal de la Deûle et servant pour la défense incendie de la zone LD. Au droit du parc, ce réseau alimentera les poteaux et les bassins incendie.

Sans préjudice des dispositions requises sur le plan sanitaire, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau (sous compteurs de suivi, détecteurs de fuite, mitigeurs, robinetteries temporisées...).

L'approvisionnement en eau du parc logistique à partir du réseau d'eau potable est munie d'un dispositif de comptage totalisateur ; son relevé est effectué à une fréquence au moins mensuelle et les indications correspondantes (relevé, date, commentaires éventuels) sont portées sur un registre, éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

ARTICLE 4.1.2 : CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT D'EAU

L'eau prélevée dans le canal de la Deûle est à usage exclusif de l'alimentation partielle du dispositif de lutte contre l'incendie, tel que précisé ci-dessus à l'article 4.1.1.

ARTICLE 4.1.3 : PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de dis-connexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes : clapet anti-retour, disconnecteur..., définis en concertation avec le gestionnaire du réseau d'alimentation en eau potable, sont installés afin d'isoler le réseau d'eau du parc locatif et pour éviter des retours de substances dans le réseau public de distribution.

Le réseau interne d'eau potable doit également être protégé contre d'éventuels retours d'eau susceptibles d'être pollués (eau de toute partie du réseau affectée à un usage non alimentaire).

Les dispositifs de protection en place font l'objet d'une maintenance régulière, conformément à l'article R.1321-59 du Code de la Santé Publique.

CHAPITRE 4.2 : COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES
ARTICLE 4.2.1 : DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au chapitre 4.3 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les aires de circulation sur site (véhicules et engins) sont réduites autant que possible et revêtues en surface d'un matériau étanche et aménagées pour la collecte des eaux de ruissellement (formes de pente, caniveaux...).

Les sols des bâtiments d'exploitation sont étanches.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2 : PLAN DES RESEAUX

Le réseau d'eau utilisé dans les installations du Parc logistique est conçu et exploité rigoureusement par l'exploitant. Les systèmes de dis-connexion et de protection anti-retour sont repérés et dotés d'une signalétique adaptée.

Un schéma de tous les réseaux d'eau (eau potable, eau incendie, eaux usées, eaux pluviales) et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'Environnement et des Services d'Incendie et de Secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis-connexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant d'assurer un isolement avec la distribution d'eau potable alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, regards, postes de relevage, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne, réseau collectif ou milieu naturel...).

ARTICLE 4.2.3 : ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les canalisations de matières dangereuses ou insalubres et les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches, et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les canalisations de transport de matières dangereuses à l'intérieur du site (gaz, combustibles...) sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les éventuelles canalisations souterraines sont aménagées et protégées dans les règles de l'art, signalées et repérées très précisément sur plans ; les canalisations aériennes et leurs supports doivent être protégés contre tous risques d'agression involontaire (notamment heurt par véhicules). Ils doivent être entretenus et faire l'objet de vérifications permettant de s'assurer de leur bon état.

ARTICLE 4.2.4 : PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations du Parc logistique ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

4.2.4.1 – Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être (rétentions déportées...), sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement du site ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ni aucun effluent de type eaux résiduaires provenant d'un autre site industriel.

4.2.4.2 - Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'emprise foncière du parc logistique par rapport à l'extérieur (système de vannes permettant de diriger les effluents vers les ouvrages de confinement des eaux tels que définis à l'article 7.7.2.2 du présent arrêté). Les dispositifs associés sont maintenus en état de marche, efficacement signalés et actionnables en toutes circonstances, localement et à distance depuis le poste de garde. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 : TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET

ARTICLE 4.3.1 : IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Les différentes catégories d'effluents en provenance du Parc logistique sont les suivantes :

- effluent n° 1 : eaux de lavage issues des opérations d'entretien et de lavage des sols, eaux domestiques constituées des eaux vannes et des eaux ménagères provenant des salles d'eau et locaux sociaux
- effluent n° 2 : eaux pluviales de ruissellement sur les voies de circulation et parkings, susceptibles d'être polluées, et eaux pluviales de toitures.

ARTICLE 4.3.2 : COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents susceptibles d'être pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement normal des effluents du site ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. De même, l'épandage des effluents collectés sur site est interdit.

ARTICLE 4.3.3 : GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement ou prétraitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Ainsi, les eaux pluviales de ruissellement transitent, avant rejet dans les noues et bassins non imperméabilisés, par des ouvrages imperméabilisés et des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures de classe 1 conformes aux normes en vigueur et suffisamment dimensionnés (EN858-1 et EN858-2) et équipés d'un déversoir d'orage siphoné.

La conception et la performance des installations de traitement ou prétraitement des effluents permettent de respecter les valeurs limites imposées par les prescriptions du présent arrêté et de faire face aux variations des caractéristiques des effluents. Ces installations de traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire leur durée d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4 : ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux susceptibles d'être polluées sont vérifiés périodiquement, au minimum une fois par mois : état du point de rejet, qualité visuelle de l'effluent en sortie, test des alarmes sonores et visuelles équipant le cas échéant les débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures..., et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adaptée (formation initiale et continue).

Les débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures doivent faire l'objet d'un nettoyage complet dès lors que le volume des boues atteint 2/3 de leur hauteur utile. L'opération doit comprendre la vidange des hydrocarbures et des boues, et aussi la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'attestation de conformité à la norme en vigueur, les fiches de suivi du nettoyage, ainsi que les bordereaux de traitement des déchets issus de l'opération de nettoyage sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

ARTICLE 4.3.5 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Effluent n°1

Les eaux domestiques et eaux de lavage sont collectées, via un bassin étanche enterré suffisamment dimensionné et la station de refoulement équipant la zone « LB » de la plate-forme logistique multi-modale, par le réseau d'assainissement collectif pour être au final, dirigées et traitées par la station d'épuration de HENIN-BEAUMONT.

Effluent n°2

Les eaux pluviales de ruissellement sur les voies de circulation et parkings du parc logistique sont dirigées vers des ouvrages tampons imperméabilisés, traitées dans des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures puis dirigées vers des bassins et noues de collecte, tamponnement et infiltration.

Des vannes de sectionnement sont implantées en amont de ces ouvrages d'infiltration.

Les eaux pluviales de toitures, non susceptibles d'être polluées, rejoignent directement les bassins et noues d'infiltration.

Les bassins et noues d'infiltration sont dimensionnés pour permettre de gérer une pluie d'occurrence centennale sur site, avec un débit de rejet limité à 1l/s/ha dans les eaux de surface : ru de la Motte (hors eaux de ruissellement sur les talus des merlons paysagers aménagés côté Route Départementale 306 déviée, rejetées sans plafonnement dans le fossé bordant cette route).

Ainsi, ces ouvrages d'infiltration présentent une capacité totale de rétention d'au moins 23.700 m³.

ARTICLE 4.3.6 : AUTORISATIONS DE DEVERSEMENT ET DE REJET

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des autorisations délivrées par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et par le gestionnaire de l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique.

Une autorisation de déversement aux réseaux de la zone d'activité doit être établie entre l'exploitant et les gestionnaires des réseaux.

Nonobstant le respect du présent arrêté préfectoral, l'autorisation de déversement doit être accompagnée d'un document précisant toutes les modalités relatives à la gestion des rejets aqueux issus du site et les conditions particulières d'admission des eaux usées non domestiques et des eaux pluviales.

ARTICLE 4.3.7 : CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Sur chaque ouvrage de rejet des effluents liquides issus des installations du Parc logistique vers l'extérieur de l'établissement est prévu un point de prélèvements d'échantillons. Pour les rejets internes à l'établissement, un point de prélèvement est prévu à chaque ouvrage de rejet des eaux pluviales de ruissellement pré-traitées.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives, de ne pas ralentir sensiblement la vitesse des effluents (seuils ou obstacles situés à l'aval), et d'avoir des effluents suffisamment homogènes.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection de l'Environnement.

ARTICLE 4.3.8 : CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés constitués des eaux usées non domestiques et des eaux pluviales doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

ARTICLE 4.3.9 : EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques et eaux de lavage doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur, et sans préjudice des dispositions de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 4.3.10 : EAUX POLLUEES

Les eaux collectées dans les conditions de l'article 7.7.1.1 sont potentiellement considérées comme des déchets et éliminées vers les filières de traitement appropriées. Elles pourront éventuellement être évacuées après réalisation d'analyses permettant de les caractériser et après accord de l'Inspection de l'Environnement.

ARTICLE 4.3.11 : VALEURS LIMITES DE REJET DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

Effluent n°2 :

Avant déversement dans les noues et bassins d'infiltration et le cas échéant, rejet dans le réseau pluvial séparatif de la ZAC, la qualité des eaux pluviales doit respecter les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

Paramètres	Concentration moyenne sur une durée de 2 heures (mg/l)
MES	20
DCO	20
Hydrocarbures totaux	5

Les effluents doivent avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5.

TITRE 5 : DECHETS

CHAPITRE 5.1 : PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1 : LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations du Parc logistique pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets notamment en optimisant l'utilisation des substances et produits et en favorisant le recyclage, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation
- assurer une bonne gestion des déchets produits par les activités du parc logistique en privilégiant dans l'ordre la réutilisation, le recyclage, toute autre valorisation telle que la valorisation énergétique, l'élimination en filière dûment autorisée. Cet ordre de priorité peut être modifié sur la base d'effets sur l'environnement et la santé humaine ou encore sur la base de considérations techniques et économiques. Dans ce cas, l'exploitant tient les justifications nécessaires à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

Une procédure interne précise l'organisation mise en place pour la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets générés par les activités du parc logistique locatif, et pour la traçabilité.

ARTICLE 5.1.2 : SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son installation la séparation des déchets, dangereux ou non et par catégories, de façon à faciliter leur valorisation, leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques les mieux adaptées.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du Code de l'Environnement.

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 dudit Code portant application des articles L.541-1 et suivants du Code de l'Environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et notamment, les déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages. Ils sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 du Code de l'Environnement, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié relatif aux conditions d'élimination des huiles usagées).

Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du même Code, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être gérés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du Code de l'Environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour le réemploi après rechapage, pour les travaux publics, les travaux de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R.543-200 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5.1.3 : CONCEPTION / EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DE DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'emprise foncière du Parc logistique locatif, avant leur orientation dans une filière adaptée de valorisation, traitement ou élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs).

Pour ce faire, tous les stockages temporaires de déchets générés par les activités du site se font à l'intérieur des bâtiments ou à défaut au droit de zones couvertes ou au minimum imperméabilisées et adaptés pour la collecte des déversements accidentels et eaux météoriques susceptibles d'être contaminées.

L'exploitant observe les dispositions pour optimiser le transport des déchets, en distance et en volume. Il n'est pas pour autant envisageable d'entreposer des déchets dans l'emprise du site sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements ; en tout état de cause, la durée d'entreposage ne pourra excéder une année.

Le cas échéant, des compacteurs seront mis en place.

ARTICLE 5.1.4 : DECHETS VALORISES, TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DU SITE

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L.511-1 et L.541-1 du Code de l'Environnement.

Il s'assure que l'intervenant à qui il remet les déchets est autorisé à les prendre en charge et que les installations destinataires d'élimination ou de valorisation retenues sont régulièrement autorisées à cet effet.

Le caractère ultime, au sens de l'article L.541-1-III du Code de l'Environnement, des déchets éliminés en installation de stockage, doit être justifié.

ARTICLE 5.1.5 : DECHETS GERES A L'INTERIEUR DU SITE

Toute opération de traitement ou d'élimination dans l'enceinte du Parc logistique des déchets générés par les activités qui y sont exercées, est interdite (incinération à l'air libre, compostage, enfouissement...).

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

ARTICLE 5.1.6 : CONTROLE DES CIRCUITS DE TRAITEMENT DES DECHETS

Les opérations de collecte, regroupement, transport, valorisation et élimination de déchets doivent respecter les dispositions du livre V – titre IV de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, en particulier les dispositions relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage des déchets (R.541-49 à R.541-61 dudit Code), ainsi qu'au contrôle des circuits de traitement des déchets.

La liste à jour des transporteurs auxquels l'exploitant a recours est tenue à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

Chaque lot de déchets dangereux sortant du site fait l'objet d'un bordereau de suivi des déchets tel que défini à l'article R.541-45 du Code de l'Environnement.

L'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement(CE) n° 1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7 : DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

La nature des principaux déchets générés en fonctionnement normal par les activités du Parc logistique, de même que les filières réglementairement possibles de traitement, valorisation, élimination (en référence aux annexes II- A et II-B de la Directive 2006/12/CE du 5 avril 2006), sont précisées dans le tableau ci-dessous :

Code nomenclature déchets	Désignation de la nomenclature	Nature du déchet	Filières possibles de traitement/valorisation /élimination
13 02 06*	Huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification synthétiques	Huiles usagées provenant de l'entretien des chariots	R1 / R9
13 05 08*	Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs	Nettoyage périodique des séparateurs d'hydrocarbures	R1
15 01 01	Emballages en papier/carton	Cartons / papiers	R1 / R3
15 01 02	Emballages en matières plastiques	Films plastiques étirables et rétractables	R1
15 01 03	Emballages en bois	Palettes en bois	R1 / R5
15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	Emballages de produits dangereux	R1 / D5
16 02 15*	Composants dangereux retirés des équipements mis au rebut	Cartouches d'encre d'imprimante, cassettes de toner	R5
16 06 01*	Accumulateurs au plomb	Batteries usagées des engins de manutention	R1 / R4 / R7
20 01 21*	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Ampoules à filament (ampoules aux iodures métalliques, halogène)	D10 / R5
20 01 35*	Equipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23	Equipements informatiques (ordinateurs...)	D10 / R1 / R4
20 01 40	Métaux	Ferrailles provenant de la maintenance des équipements (racks détériorés)	R4
20 01 99	Autres fractions non spécifiées ailleurs	Produits non dangereux détériorés lors des opérations de manutention	D1 / D10
20 02 01	Déchets biodégradables	Déchets verts provenant de l'entretien des espaces verts	R3
20 03 01	Déchets municipaux en mélange	Balayures de nettoyage des bureaux et de l'entrepôt – Poubelles des bureaux – Déchets de boissons et repas	D1 / D10

(*) Déchets considérés dangereux, présentant au moins une des propriétés énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement relative aux propriétés qui rendent les déchets dangereux.

Annexes II A et II B de la Directive 2006/12/CE : opérations d'élimination / valorisation

NB : les annexes II A et II B visent respectivement à récapituler les opérations d'élimination et de valorisation telles qu'elles sont effectuées en pratique. Conformément à l'article 4, les déchets doivent être éliminés / valorisés sans mettre en danger la santé de l'homme et sans que soient utilisés des procédés ou méthodes susceptibles de porter préjudice à l'environnement.

- D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge, etc.)
 - D2 Traitement en milieu terrestre (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.)
 - D3 Injection en profondeur (par exemple, injection des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles, etc.)
 - D4 Lagunage (par exemple, déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.)
 - D5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc.)
 - D6 Rejet dans le milieu aquatique sauf l'immersion
 - D7 Immersion, y compris enfouissement dans le sous-sol marin
 - D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés numérotés D1 à D7 et D9 à D12
 - D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés numérotés D1 à D8 et D10 à D12 (par exemple, évaporation, séchage, calcination, etc.)
 - D10 Incinération à terre
 - D11 Incinération en mer
 - D12 Stockage permanent (par exemple, placement de conteneurs dans une mine, etc.)
 - D13 Regroupement préalablement à l'une des opérations numérotées D1 à D12
 - D14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations numérotées D1 à D13
 - D15 Stockage préalablement à l'une des opérations numérotées D1 à D14 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production)
-
- R1 Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie
 - R2 Récupération ou régénération des solvants
 - R3 Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques)
 - R4 Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques
 - R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques
 - R6 Régénération des acides ou des bases
 - R7 Récupération des produits servant à capter les polluants
 - R8 Récupération des produits provenant des catalyseurs
 - R9 Régénération ou autres réemplois des huiles
 - R10 Epandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
 - R11 Utilisation de déchets résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R1 à R10
 - R12 Echange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11
 - R13 Stockage de déchets préalablement à l'une des opérations numérotées R1 à R12 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production)

Les déchets, à l'exception des déchets non dangereux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et, dans le cas de déchets solides, boueux ou pâteux éliminés en filières dûment autorisées ou valorisés en travaux publics, par un test de lixiviation selon les normes en vigueur.

Cette caractérisation est renouvelée au minimum tous les deux ans. Les analyses effectuées dans le cadre d'une procédure d'acceptation préalable d'un déchet vers une installation de valorisation ou d'élimination peuvent être prises en compte pour sa caractérisation.

L'exploitant tient à jour un registre de suivi de toutes les sorties de déchets pour valorisation ou élimination, dont le contenu minimal des informations consignées est prescrit en référence à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'Environnement.

Seront au minimum reportées les informations suivantes : date d'enlèvement, nature, code déchet et référence du bordereau de suivi de déchets, quantité, transporteur et immatriculation, centre d'élimination : coordonnées et n° SIRET, code du traitement qui va être opéré.

Ce registre, éventuellement informatisé, et les bordereaux de suivi de déchets sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'environnement, au minimum pendant une durée de 5 ans.

TITRE 6 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1 : AMENAGEMENTS

Les installations sur le site du Parc logistique sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2 : VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du site, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l'Environnement.

Ainsi que prescrit à l'article 3.1.3, l'alimentation des moteurs de camions devra être coupée lorsque ces derniers seront à l'arrêt ; cette disposition est également signalée et rappelée par consigne.

Un merlon végétalisé d'une hauteur minimale de 5 mètres par rapport au niveau de la Route Départementale 306 déviée est aménagé en limite Nord – Est du parc en vis-à-vis des zones habitées les plus proches, sur le territoire de la commune d'OSTRICOURT :

- hameau isolé de la Cuve et extension urbaine au lieu-dit Harponlieu.

ARTICLE 6.1.3 : APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 : NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1 : VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Les émissions sonores liées à l'exploitation du Parc logistique ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones identifiées à émergence réglementée à la date du 11 février 2016.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit du site)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le site sera en activité pour la réception et l'expédition des marchandises de 5H00 à 22H00, 7 jours sur 7.

ARTICLE 6.2.2 : NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite d'exploitation du site, les valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous pour les différentes périodes de la journée.

Localisation des emplacements	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 h à 7 h, ainsi que dimanches et jours fériés
Limite d'exploitation côté Nord-Est du parc au point le plus proche de l'extension urbaine au lieu-dit Harponlieu	58	50
Limite d'exploitation côté Est du parc au point le plus proche du hameau de la Cuve, lieu-dit le Grand Champ	56	50
Autres points en limites d'exploitation du parc logistique	60	55

CHAPITRE 6.3 : VIBRATIONS

En cas d'émission de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôles, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 précitée.

TITRE 7 : PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 : GENERALITES

ARTICLE 7.1.1 : LOCALISATION DES RISQUES – PRINCIPES GENERAUX

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation du Parc logistique et équipements connexes qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc...) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans le plan de secours prescrit à l'article 7.6.1.1.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires :

- pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il prend les mesures appropriées et met en place le dispositif nécessaire pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du Parc logistique après l'exploitation. En particulier :
 - l'exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspection de l'Environnement dans un dossier sécurité, la liste des équipements importants pour la sécurité. Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces équipements ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites, jointes au dossier.
 - l'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir. Ces dispositions portent notamment sur la conduite des installations, l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement, la maintenance et la sous-traitance, l'approvisionnement en matériel, la formation et la définition des tâches du personnel.
- pour garantir en cas d'incendie, le respect des distances d'effets dangereux modélisées dans l'étude des dangers jointe au dossier de demande d'autorisation et reportées dans le tableau qui suit : flux thermiques de 5 kW/m² restant à l'intérieur des limites du site, flux thermiques de 3 kW/m² sortant de quelques mètres aux angles Nord et Ouest du site sur l'ancienne Route Départementale 306 devenue voie de desserte de la « zone LD ».

Seuils	Distances (en m) en vis-à-vis des façades du bâtiment A				Distances (en m) en vis-à-vis des façades du bâtiment B			
	Nord-Ouest	Nord-Est	Sud-Est	Sud-Ouest	Nord-Ouest	Nord-Est	Sud-Est	Sud-Ouest
Effets Létaux	56	48 (merlon)	56	5	56	5	56	52 (merlon)
Effets Significatifs	76		76	10	76	10	76	

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sécurité et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

L'exploitant doit observer les dispositions permettant de garantir un taux de disponibilité très élevé des installations de sécurité pour la prévention et la lutte contre un incendie sur site : doublement de certains équipements, indépendance d'équipements assurant la même fonction ; en outre, les équipements mis en place doivent être robustes, fiables et éprouvés.

L'affectation à l'habitation, même partielle, est strictement interdite dans l'enceinte du Parc logistique.

ARTICLE 7.1.2 : ETAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les incompatibilités entre substances et préparations ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en contact sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Les produits, dangereux ou non, sont présents dans les zones d'exploitation en quantité juste minimale pour permettre le fonctionnement normal des installations.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement et des Services d'Incendie et de Secours.

ARTICLE 7.1.3 : VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux techniques à risques potentiels sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible d'éventuelles bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère.

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu. Les conduits de ventilation traversant éventuellement des parois coupe-feu sont munis de clapets coupe-feu à la séparation au droit de la paroi, restituant son degré coupe-feu.

Des contrôles périodiques devront permettre de s'assurer du bon état de fonctionnement de ces dispositifs.

ARTICLE 7.1.4 : SIGNALISATION

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
- des stockages présentant des risques
- des locaux à risques
- des boutons d'arrêt d'urgence associés aux équipements

ainsi que les diverses interdictions.

Le repérage des réseaux fluides / énergie se fait selon une consigne spécifique. Les tuyauteries, accessoires et organes de coupure des différents circuits dangereux (électricité, gaz, fuel...), de par les paramètres de fonctionnement ou la nature des produits, sont repérés et sont reportés sur le plan de secours visé à l'article 7.6.1.1. En outre, les organes de coupure sont associés à des plaques indicatrices de manœuvre.

ARTICLE 7.1.5 : PROPRETE DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 7.1.6 : CLOTURE DU PARC – CONTROLE DES ACCES

Le Parc logistique est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de deux mètres, doit être suffisamment résistante pour empêcher toute intrusion sur le site.

En période normale d'exploitation, le parc n'est accessible que par l'entrée principale, dotée d'un portail motorisé pouvant être maintenu en position ouverte en période d'exploitation, d'un poste de garde et de barrières légères.

Le personnel affecté au poste de garde est chargé de contrôler les flux, de permettre ou non après identification l'accès aux personnes et véhicules non dotés de badges (ces derniers permettent la levée automatique des barrières légères) et de tenir à jour en permanence la liste des personnes présentes à l'intérieur du site.

En amont du poste de garde, un parking poids-lourds et des places véhicules légers visiteurs sont créées, pour éviter l'accès plus en aval de véhicules non autorisés.

Les accès secondaires, maintenus fermés en permanence, sont à usage exclusif des Services de Secours.

En dehors des heures d'exploitation, le portail motorisé équipant l'accès principal du site est maintenu en position fermée.

Les portails d'accès au site motorisés doivent être dotés d'un dispositif facilement débrayable permettant l'ouverture manuelle par les Services de secours et un accès rapide aux installations.

Le site est gardienné en permanence : 24h/24 et 7j/7.

ARTICLE 7.1.7 : CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables dans l'emprise du Parc logistique. En particulier, ainsi que mentionné au titre 2, la vitesse de circulation y est limitée à 30 km/h. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des Services d'Incendie et de Secours puissent évoluer sans difficulté ; elles respectent en particulier les dispositions reprises à l'article 7.6.2 ci-dessous.

ARTICLE 7.1.8 : ETUDE DE DANGERS

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, l'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers, et met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans cette étude.

ARTICLE 7.1.9 : ATTESTATION DE CONFORMITE

Avant la mise en service de chacune des parties de l'entrepôt du Parc correspondant à une tranche des travaux de construction telle que définie à l'article 1.4.2 du présent arrêté, l'exploitant transmet aux Préfets du Pas-de-Calais et du Nord une attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 de la nomenclature des Installations Classées et du présent arrêté.

Cette attestation est établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.

CHAPITRE 7.2 : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES – PRINCIPAUX EQUIPEMENTS

Les bâtiments A et B abritent respectivement 10 et 14 cellules (repérées respectivement A1 à A10 et B1 à B14 dans le sens Nord-Ouest / Sud-Est) toutes de taille identique inférieure à 6 000 m² (48 m x 124 m soit 5 952 m²), d'une hauteur utile de 12,2 m (hauteur sous poutre au point le plus bas) sans aménagement de mezzanine et équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie. Les parois extérieures des bâtiments ou leurs éléments de structure sont implantés à une distance minimale de 30 m vis-à-vis des limites d'exploitation du Parc logistique.

ARTICLE 7.2.1 : COMPORTEMENT AU FEU DES BATIMENTS – ZONE D'ENTREPOSAGE

7.2.1.1 – Dispositions Générales

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

En vue de prévenir la propagation d'un incendie aux bâtiments d'entreposage ou entre parties de ces bâtiments, ceux-ci vérifient les conditions constructives minimales suivantes :

- la stabilité au feu de la structure est d'une heure (R60) ; l'ossature verticale et la charpente de toiture seront réalisées en béton
- les parois extérieures des deux bâtiments sont construites en matériaux incombustibles A2s1d0 (bardage double peau avec isolation type laine de verre)
- la couverture est réalisée en bac acier ; les éléments de support de toiture sont réalisés en matériaux A2s1d0 et l'isolant thermique est réalisé en matériaux A2s1d0 de pouvoir calorifique supérieur inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire les caractéristiques BROOF (t3)
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel (lanterneaux fixes en polycarbonate) ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées ; ils satisfont à la classe d0
- les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits
- le sol des aires et locaux de stockage est de classe A1 (sol bétonné)

- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, et à défaut d'être implantés dans des locaux clos distants d'au moins 10 m des cellules de stockage, sont isolés de ces cellules de stockage par des parois REI120 avec dépassement de 1 m du niveau de la toiture des bureaux, débord latéral de 2m dans le plan de façade de l'entrepôt, et des portes d'intercommunication EI 120-c munies d'un ferme-porte. Les bureaux ne pourront être contigus des cellules A10 et B14 susceptibles de recevoir des produits dangereux telles que repérées ci-dessus.
- Le niveau de plancher des bureaux est à moins de 8 m de hauteur ; la structure est en béton et le plancher présente les caractéristiques minimales REI 60.
- Les bureaux sont équipés du dispositif de sprinklage et associés à un dispositif de désenfumage conforme aux dispositions du code du travail (sous réserve de cette conformité, le désenfumage pourra être assuré par un lanterneau installé dans la cage d'escalier).

7.2.1.2 – Compartimentage

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Les cellules d'une surface d'environ 5 950 m² sont séparées entre elles par des murs coupe-feu présentant les caractéristiques de résistance au feu minimales REI 120.

En outre :

- dans le bâtiment A, un mur coupe-feu REI 240 sépare un bloc de 4 cellules côté Sud - Est du bloc de 6 cellules côté Nord-Ouest (mur édifié entre les cellules repérées A6 et A7).
- dans le bâtiment B, deux murs coupe-feu REI 240 sont édifiés : l'un sépare entre eux deux blocs de 4 cellules côté Sud - Est (entre cellules B10 et B11) et l'autre sépare ce groupe de 8 cellules du bloc de 6 cellules côté Nord-Ouest (entre cellules B6 et B7).
- les zones susceptibles d'être affectées au stockage de liquides inflammables dans les cellules A10 et B14 sont isolées par un mur coupe-feu REI 120 dépassant de 1 m en toiture.

Tous ces murs coupe-feu séparatifs dépassent d'au moins un mètre le niveau haut de la couverture au droit du franchissement. A leur jonction avec les murs extérieurs, si ces derniers n'ont pas un degré coupe-feu 1 heure (REI60), les murs séparatifs présentent un retour de même degré coupe-feu, soit par prolongement latéral en façade de 1 m de part et d'autre, soit par dépassement de 0,5 m en saillie de la façade.

Les portes aménagées dans les murs séparatifs entre cellules REI 120 pour le passage des engins de manutention sont indépendantes de celles aménagées pour le passage des piétons. Ces portes répondent aux caractéristiques minimales EI 120-c, classe de durabilité C2, de manière à garantir la continuité des caractéristiques coupe-feu des murs.

Si des ouvertures doivent être aménagées au sein des murs séparatifs REI 240, alors ces ouvertures sont constituées de deux portes EI120.

Toutes les portes devant être aménagées au droit des communications entre cellules pour le passage des engins de manutention seront asservies au dispositif de détection incendie et munies d'un système de fermeture automatique qui doit pouvoir être déclenché de part et d'autre du mur de séparation. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles ; elle doit aussi être manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi.

Les portes de communication entre cellules pour le passage des piétons sont équipées de ferme-porte qui les maintient en position fermée.

Les percements éventuels effectués dans les murs séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, câbles ou canalisations, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs séparatifs.

La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2s1d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2s1d0.

Les dispositifs aménagés en toiture pour l'éclairage zénithal (lanterneaux visés ci-dessus à l'article 7.2.1.1) doivent être implantés à plus de 7 m des murs séparatifs coupe-feu.

7.2.1.3 – Cantons de Désenfumage

Afin de limiter la diffusion latérale des gaz chauds en cas d'incendie et permettre un désenfumage efficace, les cellules de stockage sont divisées en 5 cantons de désenfumage de taille identique, d'une superficie maximale de 1.200 m² et d'une longueur maximale de 48 m.

Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement d'une hauteur minimale de 1 m, réalisés en matériaux de comportement au feu A2s1d0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure (R15), ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment. Si les structures du bâtiment sont mises à profit pour la réalisation de ces écrans, les espaces entre ces structures et la couverture devront être comblés par des matériaux de mêmes caractéristiques que les écrans.

7.2.1.4 – Exutoires de Fumées

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC), réalisés en matériaux non gouttants.

Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 m² est prévu pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage (soit 24 m², correspondant à une surface géométrique d'environ 36 m² par canton).

Les DENFC sont implantés en toiture à plus de 7 m des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.

Dans chacune des cellules de stockage, une commande manuelle facilement accessible est installée à proximité d'au moins deux issues implantées sur des façades opposées, et conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

La température de déclenchement du désenfumage est tarée à une température nettement supérieure (de 20°C à 30°C) à celle de l'installation d'extinction automatique, de manière à ce qu'ils ne puissent s'ouvrir avant le déclenchement de l'extinction automatique de type sprinkler.

Le dispositif de désenfumage ainsi constitué est utilement complété par les lanterneaux fixes, en matériaux légers fusibles, installés pour l'éclairage naturel.

7.2.1.5 – Amenées d’Air Frais

Des aménagements d’air frais d’une surface égale au moins à la surface géométrique des exutoires d’un canton (36 m²), cellule par cellule, sont aménagés pour assurer une efficacité maximale de l’installation de désenfumage. Elles sont réalisées de manière préférentielle par des ouvrants en façade ou par les portes donnant directement sur l’extérieur, à défaut par des bouches spécifiques raccordées à des conduits.

7.2.1.6 – Dégagements – Issues de Secours

Des issues de secours sont réparties dans l’ensemble des cellules et locaux ; elles sont implantées pour permettre une évacuation rapide du personnel et conformément aux dispositions du Code du Travail.

Dans les cellules de stockage, elles sont au nombre de 10 au moins, dont 4 débouchant directement sur l’extérieur ; leur disposition est prévue de telle manière qu’à partir de tout point, on puisse accéder à une issue de secours (donnant sur l’extérieur ou sur un espace protégé par mur coupe-feu) en parcourant moins de 50 m, et moins de 25 m dans les parties de l’entrepôt formant cul-de-sac.

Ces distances sont calculées en tenant compte des aménagements intérieurs (palettières, stockages...).

Les portes faisant partie des issues de secours réglementaires doivent présenter un passage libre d’au moins 0.9 m ; les portes situées en façade s’ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie. Les portes de communication inter cellules sont munies d’une ferme porte et s’ouvrent par une manœuvre simple, sans clé. Celles susceptibles de servir à l’évacuation de plus de 50 personnes s’ouvrent dans le sens de la sortie conformément au Code du Travail (art R.4227-6). Toute autre porte verrouillée, à l’exception des portes de bureaux, doit pouvoir être ouverte de l’intérieur, sans clé. Tout stationnement de véhicules en débouché des sorties de secours est interdit : cette disposition est matérialisée, par un marquage au sol par exemple.

Il y a lieu de signaler et baliser les issues normales et de secours (signalétique « Issue de Secours » bien visible et associée à un éclairage de sécurité réglementaire). Les issues de secours doivent être libres d’accès en permanence. De même, tous les dégagements sont fléchés, balisés et signalés.

A l’intérieur des cellules, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l’évacuation du personnel ainsi que l’intervention des secours en cas de sinistre.

Dans les parties en R+1 de chaque « bloc bureau », des espaces d’attente sécurisés pour les personnes en situation de handicap doivent être établis conformément aux dispositions réglementaires du code du travail : caractéristiques de résistance au feu, lanterneau de désenfumage, signalétique d’accès, éclairage de sécurité, interphone, bouton d’appel d’urgence, consigne disposée à l’intérieur de l’espace, extincteur à eau pulvérisée... Ils seront réalisés par la cage d’escalier – ascenseur, au minimum encloisonnés REI 60 et dotée de portes EI 60 avec ferme-portes, ou par toutes autres dispositions présentant des garanties d’efficacité au moins équivalentes, telles que des issues et accès débouchant directement sur l’extérieur.

A l’étage, la distance maximale à parcourir pour atteindre un espace d’attente sécurisé est de 30 m, elle est de 40 m pour atteindre un escalier. La distance à parcourir depuis le débouché de l’escalier est à moins de 20 m de l’accès principal donnant directement sur l’extérieur.

CHAPITRE 7.3 : REGLES D’EXPLOITATION

ARTICLE 7.3.1 : ORGANISATION DU STOCKAGE

7.3.1.1 – Règles Générales

Les stockages à l’intérieur des cellules se font essentiellement en racks, notamment pour faciliter les opérations de chargement et de déchargement des marchandises conditionnées sur palettes et pour limiter le risque de chute d’objet.

L'organisation des stockages des produits combustibles au sein des cellules respectera alors les dispositions suivantes :

- la hauteur de stockage est limitée à 12 m pour les matières combustibles et à 5 m pour les produits dangereux dans les deux cellules spécifiques A10 et B14 (liquides inflammables et aérosols).
- une distance minimale de 1 m sera maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture, tout système de chauffage et l'éclairage. La distance minimale d'éloignement vis-à-vis de l'installation de sprinklage nécessaire pour le bon fonctionnement de cette dernière sera respectée en permanence.

Les matières conditionnées en masse (caisses, palettes...) forment des îlots limités respectant les caractéristiques suivantes :

- surface maximale au sol : 500 m²
- distance minimale entre deux îlots : 2 m
- hauteur maximale de stockage : 8 m.

Les stockages ne pourront être réalisés en vrac dans les cellules d'entreposage du parc logistique.

Que les stockages soient réalisés en racks ou en masse, les allées de circulation entre les zones de stockage seront maintenues libres.

Les matières chimiquement incompatibles ou susceptibles de réagir entre elles ne peuvent pas être stockées dans une même cellule.

7.3.1.2 – Cellules Spécifiques A10 et B14

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides dans les cellules A10 et B14 est limitée à 5 m de hauteur ; ce stockage pourra toutefois être surmonté d'un stockage de matières combustibles diverses.

Les alcools et liquides inflammables susceptibles d'être entreposés dans ces cellules sont regroupés dans des zones spécifiques isolées par des parois REI 120 dépassant de 1 m en toiture et portes coupe-feu EI 120, et associées à des capacités de rétention déportées, suivant les modalités prescrites respectivement aux articles 7.7.1.1 et 7.7.2.1 du présent arrêté.

Les aérosols sont stockés sur une emprise au sol maximale de 1.200 m², dans une enceinte grillagée suffisamment résistante pour éviter la projection de générateurs d'aérosols en feu et le risque consécutif de propagation d'incendie. L'installation d'extinction automatique dans la zone de stockage des aérosols est aménagée suivant les modalités spécifiques prescrites à l'article 7.5.3 du présent arrêté.

Des dispositions organisationnelles spécifiques sont observées par l'exploitant (formation des personnes habilitées « caristes », sensibilisation, rappel des consignes et vérification du respect des consignes sur le terrain...) pour que puisse être évitée toute dégradation par choc des générateurs d'aérosols au cours des opérations de manutention.

7.3.1.3 – Stockages Extérieurs

Les stockages de produits combustibles éventuels situés à l'extérieur des cellules d'entreposage doivent être séparés des parois extérieures des bâtiments par un espace libre de 5 m minimum, et respecter les dispositions de l'article 7.1.1 relatives à la limitation des flux thermiques au-delà des limites d'exploitation en cas de sinistre.

ARTICLE 7.3.2 : SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne un ou plusieurs agents référents ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

ARTICLE 7.3.3 : LISTE DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

L'exploitant établit une liste des Mesures de Maîtrise des Risques et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'Inspection de l'Environnement et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'une Mesure de Maîtrise des Risques, l'exploitant observe des dispositions telles que mesures compensatoires, arrêt des installations concernées et mise en sécurité...

ARTICLE 7.3.4 : GESTION DES ANOMALIES ET DÉFAILLANCES DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées
- être hiérarchisées et analysées
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de solutions techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection de l'Environnement un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

ARTICLE 7.3.5 : SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE À L'ORIGINE DE RISQUES

Conformément aux informations figurant dans l'étude de dangers (le cas échéant en renforçant son dispositif), et sans préjudice des dispositions qui suivent relatives à la détection incendie, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec reports d'alarme au poste de garde.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les deux principes fondamentaux suivants sont respectés :

- la surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.
- la remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection (chaudière, installation de charge d'accumulateurs...) ne peut être décidée que par une personne habilitée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse et correction de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

L'exploitation des installations et le milieu ambiant permettent de respecter les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

ARTICLE 7.3.6 : PROCÉDURES ET CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail :

- les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.
- des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de fumer dans l'enceinte d'exploitation du Parc logistique hormis dans les zones en extérieur spécifiquement prévues à cet effet, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre ou stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation
- le port obligatoire des équipements de protection individuelle, définis pour chaque type de poste occupé et aussi pour certaines interventions spécifiques. Les équipements sont mis à disposition du personnel par l'exploitant : gants, masques, casques...
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides)
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.7.2.
- la conduite à tenir en cas de sinistre (incendie notamment) : procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention du site, des services d'urgence, des Services d'Incendie et de Secours numéro d'appel unique « 18 » pour les Services d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais, évacuation du personnel (système d'alarme sonore), mise en œuvre des moyens d'intervention etc.
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie (première attaque du feu), et les mesures pour faciliter l'intervention des secours : ouverture des portes, accueil et désignation d'un guide...
- l'obligation d'informer l'Inspection de l'environnement en cas d'accident.

Les opérations éventuelles comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement, font l'objet de procédures et instructions écrites et contrôlées.

Sont également définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en fonctionnement normal, à la suite d'un arrêt, de travaux de modification ou d'entretien..., de façon à vérifier que l'exploitation des installations reste conforme aux dispositions du présent arrêté, dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

Les consignes et procédures sont révisées périodiquement, et autant que nécessaire pour tenir compte du retour d'expérience.

Sans préjudice des procédures prévues par le Code de l'Environnement et par le système de gestion de l'exploitant, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurés en présence d'un encadrement approprié.

ARTICLE 7.3.7 : FORMATION DU PERSONNEL

Les opérateurs susceptibles d'utiliser les engins de manutention (chariots, transpalettes, gerbeurs) doivent être titulaires d'une « habilitation cariste ».

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants dans l'enceinte du parc logistique, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sécurité sur les risques inhérents aux installations (eu égard notamment aux risques d'incendie), la conduite à tenir en cas d'alerte, d'incident ou accident, et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques ou réactions dangereuses possibles
 - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes
 - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés sur site. L'ensemble du personnel susceptible d'intervenir dans les zones à risques doit être formé à la manœuvre des moyens de secours et à l'utilisation des équipements de protection individuelle.
 - une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
- Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Suivant la nature de leur intervention, les personnels sous-traitants doivent bénéficier d'une information ou d'une formation appropriée.

ARTICLE 7.3.8 : TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Les travaux, de même que les interventions de sociétés extérieures pour simples contrôles, prélèvements, analyses...font l'objet d'une autorisation d'accès délivrée par une personne dûment habilitée et nommément désignée par l'exploitant.

Dans les bâtiments ou à proximité des zones identifiées à risque inflammable ou explosible, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » voire « plan de prévention » et également, en cas d'intervention avec source de chaleur ou flamme, d'un « permis de feu », et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Les permis rappellent notamment les motivations ayant conduit à leur délivrance, la durée de validité, la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé, les mesures de prévention à prendre (notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations), les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise des activités, une réception des travaux est réalisée pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisées par le personnel du site, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures au site n'interviennent pour tous travaux ou intervention, qu'après avoir obtenu une habilitation de l'exploitant. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'exploitant.

CHAPITRE 7.4 : DISPOSITIONS POUR LA PREVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.4.1 : CHAUFFAGE DES BATIMENTS

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent (les cellules d'entreposage sont chauffées par aérothermes, sur boucle d'eau chaude).

Les systèmes de chauffage par aérotherme à gaz ne sont pas autorisés dans les cellules d'entreposage.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0 (incombustibles). En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges en matériaux A2 s1 d0. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent une paroi.

ARTICLE 7.4.2 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection de l'Environnement les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur et en particulier au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988, entretenues en bon état, et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables. La mise à la terre est distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le contrôle des mises à la terre et des prises de terre est effectué à l'occasion de la vérification périodique réglementaire.

L'alimentation électrique des équipements indispensables pour la sécurité des installations et la prévention des nuisances est secourue. Ces équipements sont définis par l'exploitant et recensés de manière exhaustive dans une liste tenue à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

Les éléments de supervision des dispositifs de sécurité du Parc logistique pourront être secourus par onduleur.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant s'assure qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments restent confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage fixes seront localisés en des points permettant d'éviter les chocs en cours d'exploitation, ou seront à défaut protégés contre les chocs ; ils seront en toutes circonstances éloignés des produits entreposés pour éviter leur échauffement.

A proximité d'au moins une issue de chaque cellule, un interrupteur général bien signalé, permet de couper l'alimentation électrique de cette cellule. Pour des raisons de sûreté de fonctionnement justifiées de certaines installations, la coupure peut ne pas concerner ces dernières.

ARTICLE 7.4.3 : ZONES A ATMOSPHERE EXPLOSIBLE

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'installation.

Les zones à risques d'explosion sont définies et repérées sur plan, porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Ces zones sont également clairement indiquées dans le plan de secours prescrit à l'article 7.6.1.1 du présent arrêté.

Les caractéristiques des matériels dans ces zones et leur mise en œuvre sont définies conformément aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible, ayant transposé la directive européenne ATEX 1994/9/CE du 23 mars 1994, et de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.

Les masses métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons equipotentielles.

ARTICLE 7.4.4 : EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS SPECIFIQUES - SUIVI

Les équipements et installations spécifiques tels que appareils à pression (compresseurs d'air et canalisations associées, générateurs de combustion...) sont conçus, éprouvés le cas échéant et suivis conformément aux réglementations en vigueur (arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié).

En particulier, pour prévenir les risques d'explosion pneumatique des équipements sous pression, les dispositions suivantes sont observées :

- dimensionnement des appareils en fonction des pressions maximales de service
- mise en place de manomètres et soupapes
- contrôle régulier du bon fonctionnement des soupapes.

Les soudeurs intervenant sur site (tuyauteries d'usine, équipements divers...) doivent avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation doit être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1980 modifié. Conformément aux dispositions de la réglementation des appareils à pression, le mode opératoire de soudage et les contrôles de soudures doivent également faire l'objet d'une qualification.

ARTICLE 7.4.5 : PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations du Parc logistique sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne.

Les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation sont mis en œuvre sur la base de l'étude technique réalisée à l'issue de l'analyse du risque foudre, dont le compte-rendu du 15 décembre 2015 est joint en annexe 10 à la demande d'autorisation.

Les dispositifs de protection sont installés par un organisme compétent et doivent être opérationnels avant le début de l'exploitation, pour chaque phase de travaux telle que décrite à l'article 1.4.2 du présent arrêté.

Les protections minimales, qui doivent concerner les effets directs et indirects, sont constituées respectivement de paratonnerres à dispositif d'amorçage conformes à la norme NF C 17-102 et de parafoudres conformes à la norme NF EN 61-643-11, tels qu'indiqués dans le tableau suivant, ou présentent des garanties d'efficacité au moins équivalentes.

STRUCTURES / EQUIPEMENTS	NIVEAU DE PROTECTION REQUIS	EFFETS DIRECTS (paratonnerre à dispositif d'amorçage)	EFFETS INDIRECTS (parafoudres)
Bâtiment A	II	12 PDA 60 μ s inox	
Bâtiment B	II	18 PDA 60 μ s inox	
Transformateurs électriques	II	/	2 parafoudres Type 1 (*) Courant impulsionnel 18.75 kA (1 pour TGBT bât A, 1 pour TGBT bât B)
Détection incendie		/	2 parafoudres Type 2 Tension résiduelle max 1.5 kV (armoire d'alimentation de la détection : 1 pour bât A, 1 pour bât B)
Détection fuite gaz chaufferies		/	parafoudres Type 2 Tension résiduelle max 1.5 kV (armoire d'alimentation de la détection : 1 par chaufferie)
Local sprinkler : motopompes		/	1 parafoudre Type 2 Tension résiduelle max 2 kV (armoire d'alimentation des motopompes)

Les paratonnerres à dispositif d'amorçage seront reliés deux par deux en toiture par connexion de section 50 mm² et seront tous raccordés à une prise de terre de résistance inférieure à 1 ohm (interconnectée sur le circuit de terre général) par le biais d'une descente, chacune dotée d'un dispositif de comptage.

(*) Pour la protection contre les effets indirects, un parafoudre de type 1 devra être installé dans chaque armoire divisionnaire dans le cas d'alimentation des cellules (ou groupes de cellules) par lignes basses tension directes.

Les modalités de vérification et de maintenance des différents équipements sont définies par la notice de vérification également réalisée à l'issue de l'analyse du risque foudre.

Les protections font l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Le carnet de bord, établi parallèlement à l'étude technique, est tenu à jour par l'exploitant.

L'analyse du risque foudre est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement, à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de cette étude.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'Inspection de l'environnement l'analyse du risque foudre à jour, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

ARTICLE 7.4.6 : VERIFICATIONS PERIODIQUES

Sans préjudice des dispositions spécifiques du présent arrêté, les installations électriques, installations de protection contre le risque foudre, installations de levage et manutention (chariots de manutention...), stockages fixes de liquides combustibles, matériels de sécurité divers ainsi que les divers moyens de prévention, de lutte contre un sinistre (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu par exemple, équipements divers visés à l'article 7.5.3...), font l'objet des opérations de maintenance requises et des vérifications périodiques ; les vérifications sont au moins annuelles pour les installations électriques et pour la totalité des moyens de secours et d'intervention contre l'incendie.

Les opérations de maintenance concernent l'entretien préventif, la vérification des matériels sensibles et leur remplacement si nécessaire (capteurs de température, pression, détecteurs...), la remise en état des installations après panne ou dysfonctionnement. Elles sont effectuées par un personnel qualifié.

La traçabilité des vérifications périodiques des installations et équipements est assurée par la tenue de registres.

Les non-conformités éventuelles relevées à l'occasion de ces contrôles, synthétisées dans les comptes-rendus d'intervention, donneront lieu à des actions correctives mises en œuvre dans les meilleurs délais et conformément aux règles en vigueur. L'exploitant conservera une trace écrite des mesures correctives observées.

CHAPITRE 7.5 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 7.5.1 : DETECTION INCENDIE

Les bâtiments et les locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Les mesures de prévention, de détection précoce et d'alarme des personnels, de même que les mesures de maîtrise des risques, doivent être renforcées au niveau des locaux sensibles au risque d'incendie : locaux techniques (locaux TGBT, chaufferies, ateliers de charge) et stockages.

Toutes les cellules des bâtiments A et B sont équipées d'un dispositif de détection précoce de départ de feu qui vient en complément du dispositif d'extinction automatique sprinklage (il pourra s'agir d'une détection incendie de type linéaire). La détection déclenche une alarme locale, avec reports au poste de garde et vers une personne d'astreinte, permettant l'alerte des secours.

La technologie de détection doit tenir compte des dimensions des cellules et des locaux dans lesquels la détection est installée, des conditions générales d'environnement (température, taux d'humidité, empoussièrément, ventilation...) et des causes possibles de perturbations susceptibles de provoquer des alarmes intempestives.

ARTICLE 7.5.2 : DEFINITION GENERALE DES MOYENS

Au moins un dispositif adapté, indiquant la direction du vent, est installé dans l'emprise d'exploitation du parc logistique en un point judicieusement choisi. Il doit être visible de jour comme de nuit.

Le site est doté d'une alarme incendie : la détection manuelle est réalisée par la présence de coffrets type bris de glace répartis sur l'ensemble du site, à proximité des issues des bâtiments.

La transmission de l'alerte s'effectue également par les dispositifs de détection en place avec reports d'alarme.

En cas d'incendie, un système d'alerte sonore, audible en tout point des bâtiments situés sur l'emprise du parc logistique et si nécessaire, doublé d'un système de flash lumineux, permet de prévenir le personnel. Le système d'alerte sonore est complété par des systèmes adaptés au handicap des personnes concernées employées ou susceptibles d'être présentes sur site, en vue de permettre leur information en tous lieux et en toutes circonstances. La mise en œuvre de ce système est testée périodiquement lors des exercices d'évacuation du personnel.

Un réseau d'alerte interne au site collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'enceinte du site sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Une équipe de première intervention est mise en place ; elle est composée d'agents qui ont suivi la formation sauveteurs secouristes du travail et qui ont également été formés à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs, robinets d'incendie armés... Son rôle est de faciliter l'évacuation des personnes vers les issues de secours appropriées, de combattre si possible le départ d'incendie jusqu'à l'arrivée des pompiers dans la limite des moyens disponibles, et d'informer ces derniers dès leur arrivée sur site.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'alerte. L'emprise d'exploitation du parc est dotée de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude de dangers.

Le site est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, et également des équipements de protection individuelle adaptés.

Une signalétique aisément repérable (code dangers) est apposée sur les stockages de substances potentiellement dangereuses et au droit des zones identifiées comme pouvant présenter des risques particuliers, de manière à faciliter l'intervention des Services de Secours.

ARTICLE 7.5.3 : MOYENS DE LUTTE ET RESSOURCE EN EAU

Le site doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Ceux-ci seront constitués au minimum :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des cellules, sur les aires extérieures et dans les lieux pouvant présenter des risques spécifiques (au moins un appareil pour 200 m² ou fraction de 200 m²). Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés (par exemple, extincteurs à poudre ou CO₂ en cas de risque électrique).
- Ils seront judicieusement répartis, visibles, accessibles en toutes circonstances et repérés au moyen d'une signalétique indestructible.
- de Robinets d'Incendie Armés (RIA) de diamètre 33 mm conformes à la norme NFS 61201 et 62201, répartis dans les cellules et situés de manière privilégiée à proximité des issues ; l'accès aux RIA doit être facile, leurs abords sont en permanence maintenus dégagés et leurs emplacements signalés de manière visible.

Ils sont implantés de façon à ce que chaque point de la surface à protéger puisse être atteint par deux jets de lance. Leur utilisation ne doit pas conduire à une diminution de la pression et du débit du dispositif de défense extérieure contre l'incendie. Les RIA sont protégés contre le gel.

Afin de démontrer le respect de ces prescriptions, l'exploitant est tenu d'établir les documents suivants, tenus à la disposition de l'Inspection de l'Environnement et des Services d'Incendie et de Secours :

- un croquis qui doit démontrer la possibilité d'atteindre tout point par deux jets (le cheminement du tuyau flexible doit respecter les allées de circulation) ;

- l'attestation par des essais hydrauliques du respect des débits et pressions définis par la norme NFS 62201 à savoir par exemple : pour quatre robinets d'incendie armés quelconques en service, qui débitent 120 l/min, la pression au robinet le plus défavorisé est au minimum de 4.5 bar et de 2.5 bar à la lance.

Au niveau des cellules A10 et B14 susceptibles d'abriter des stockages de liquides inflammables, les RIA pourront être remplacés par des PIA (poteaux incendie additivés).

- d'un dispositif d'extinction automatique sprinklage ESFR répondant au référentiel APSAD ou NFPA, alimenté par deux cuves de 700 m³ dédiées, implantées côté Nord-Ouest du site.

Selon la nature des produits entreposés dans les deux cellules A10 et B14 et pour garantir l'efficacité d'extinction, l'eau sera additivée : adjonction d'une cuve d'émulseur de 10 m³ et d'une pompe avec proportionneur injecteur.

En cas d'entreposage d'aérosols dans les cellules A10 ou B14, la zone spécifiquement aménagée pour ces stockages comprendra des niveaux de sprinklage intermédiaires judicieusement répartis.

- 24 poteaux incendie de diamètre 100 mm, conformes à la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951, implantés en bordure de la voie engins pompiers dont les caractéristiques sont définies à l'article 7.6.2 (à moins de 5 m de celle-ci), et répartis sur la totalité du périmètre des deux bâtiments.

Ils seront éloignés de plus de 30 m des façades des bâtiments A et B, séparés entre eux de moins de 150 m, sauf au droit des pignons des bâtiments où les poteaux pourront être implantés à une distance comprise entre 20 m et 30 m des bâtiments, et être distants entre eux de 180 m maximum ; les issues des bâtiments seront à moins de 100 m d'un poteau incendie.

Les poteaux incendie sont alimentés via le réseau d'eau sous pression de la plate-forme DELTA 3, lui-même alimenté par une station de pompage dans le canal de la Deûle. Ce réseau devra permettre de délivrer un débit cumulé de 180 m³/h, soit l'approvisionnement de trois poteaux en fonctionnement simultané, sous une charge restante de 1 bar net au point le plus éloigné de la zone LD (zone d'implantation du parc logistique), pendant au moins deux heures.

Ces 24 poteaux incendie viennent en complément des 4 hydrants d'une capacité unitaire 120 m³/h installés sur le domaine public : 1 poteau incendie à proximité immédiate de l'entrée du parc et 3 poteaux incendie répartis le long de la voie de desserte principale (ex RD 306).

- deux bassins de réserve d'eau incendie de 300 m³ chacun ; ils seront implantés dans l'enceinte d'exploitation du parc logistique, aux deux extrémités de sa voie centrale d'accès, à plus de 30 m des deux bâtiments et en dehors des flux thermiques.

Les bassins sont réalisés conformément au règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie. Ils doivent être équipés d'aires d'aspiration d'une surface minimale de 32 m² (4 x 8 m) par tranche de 120 m³ d'eau avec poteaux ou puisards d'aspiration hors gel, et être accessibles en tout temps par les engins de secours au moyen d'une voirie avec portance minimale de 160 kN. Le respect de cette disposition relative aux besoins minimum en eau d'extinction est justifié par l'exploitant.

Les réserves d'eau devront être signalées conformément à la norme NFS 61-221.

L'exploitant observe les dispositions pour que la capacité totale des besoins en eau pour l'extinction de toute cellule en feu au sein du parc soit disponible dans un rayon de 400 m maximum d'un accès à cette cellule.

Les Services d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais – groupement prévision des risques, seront consultés par l'exploitant pour avis technique sur la conception / implantation des poteaux et bassins, et pour leur réception.

Les emplacements des poteaux incendie et des aires de pompage doivent être matérialisés au sol et au niveau même des installations, au moyen de pictogrammes par exemple, et aussi être signalés et balisés depuis l'accès au site.

ARTICLE 7.5.4 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les moyens d'intervention et les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection de l'Environnement, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition du Service de la Protection Civile, des Services d'Incendie et de Secours et de l'Inspection de l'Environnement.

ARTICLE 7.5.5 : MESURES EN CAS D'ACCIDENT

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il juge utiles afin d'en limiter les effets et observer toutes les dispositions, même à l'extérieur des limites du site, de nature à garantir la sécurité de son environnement.

L'exploitant prend toutes dispositions pour que lui-même, ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

Il doit veiller à l'application du plan d'organisation des secours prescrit à l'article 7.6.1.1 ; il est responsable de l'information des Services Administratifs et des Services de Secours concernés.

CHAPITRE 7.6 : INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

ARTICLE 7.6.1 : ORGANISATION DES SECOURS

7.6.1.1 – Plan d'Opération Interne (POI)

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne.

Le Plan d'Opération Interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il définit les dispositions à prendre pour placer les installations en sûreté, limiter les conséquences de l'accident, pour assurer l'alerte des Services de Secours et des Pouvoirs publics et l'information des Autorités.

Il précise les mesures d'urgence qui incombent à l'exploitant sous le contrôle de l'autorité de police en matière d'information et d'alerte des personnes susceptibles d'être affectées par un accident, quant aux dangers encourus, aux mesures de sécurité et au comportement à adopter.

Le Plan d'Opération Interne est établi avant le démarrage de l'exploitation, dans les cellules correspondant à la première phase de construction telle que définie à l'article 1.4.2.

7.6.1.2 – Contenu du Plan d'Opération Interne

Ce plan doit être facilement compréhensible. Il doit contenir a minima :

- la description sommaire du site et de ses activités, des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits dangereux, inflammables...),
- l'état des différents stockages (nature, volume...),
- l'évaluation des risques et les scénarii d'accidents majorants issus de l'étude des dangers,
- l'organisation des secours, la coordination des secours internes et externes, le schéma d'alerte, l'annuaire téléphonique, les modalités d'information interne et externe,

- les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz...),
- les moyens de détection et de lutte contre l'incendie (moyens de secours en matériels et personnels),
- les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques) et les réseaux d'eaux pluviales (dont les bassins de tamponnement et d'infiltration).

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au Plan d'Opération Interne.

7.6.1.3 – Communication et Mise à Jour du Plan d'Opération Interne

Le Plan d'Opération Interne doit être soumis, pour approbation, au Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais - groupement prévision des risques.

Ce plan est transmis, avant le démarrage de l'exploitation du bâtiment - première phase, à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Inspection de l'Environnement), à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie - groupement Prévision des risques en 3 exemplaires (2 exemplaires papier et 1 exemplaire numérique), au Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles, ainsi qu'aux autres parties intéressées. Il est par ailleurs tenu sur site à la disposition de l'Inspection de l'Environnement et des Services de Secours.

Les mises à jour de ce document leur sont également transmises. Toute mise à jour notable du Plan d'Opération Interne devra être transmise, pour approbation, au groupement Prévision des risques du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais.

Le Plan d'Opération Interne est mis à jour au démarrage d'activités d'entreposage dans chaque nouvelle phase construite du parc, et à des intervalles n'excédant pas trois ans.

Le Préfet du Pas-de-Calais et le Préfet du Nord peuvent demander la modification des dispositions envisagées.

7.6.1.4 – Plan ETARE

L'exploitant doit informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais – groupement prévision des risques de toute information nécessitant la création ou la modification du plan ETARE (établissement répertorié), à l'adresse : coridor@sdis62.fr

Il doit contacter ce service avant le début d'exploitation de la première phase des bâtiments, afin de procéder à l'élaboration de ce plan.

7.6.1.5 – Organisation des Exercices

7.6.1.5.1 - Exercice incendie

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Le Plan d'Opération Interne est testé à l'occasion de ces exercices, à des intervalles n'excédant pas deux ans.

Les Services de Secours et l'Inspection de l'Environnement sont informés de l'exercice suffisamment à l'avance ; le cas échéant cet exercice est préparé en concertation avec les Services de secours et peut se dérouler avec leur concours. Cet exercice doit être accessible au personnel des entreprises extérieures éventuellement présentes sur le site.

Ces actions sont consignées sur le registre de sécurité.

Le compte-rendu accompagné des enseignements et, si nécessaire d'un plan d'actions, est transmis à l'Inspection de l'Environnement dans un délai d'un mois après sa réalisation.

7.6.1.5.2 - Exercice d'évacuation du personnel

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice d'évacuation du personnel.

Un exercice d'évacuation du personnel est réalisé ensuite au moins annuellement.

Dans le cas où un seul exercice est réalisé, il l'est en période caractérisée par une forte présence de personnel.

Chaque exercice d'évacuation du personnel fait l'objet d'un compte-rendu écrit et fait l'objet d'un examen de retour d'expérience dont les conclusions doivent aboutir le cas échéant à la mise en place d'actions correctives.

ARTICLE 7.6.2 : ACCESSIBILITE DES ENGINS A PROXIMITE DE L'INSTALLATION – CARACTERISTIQUES MINIMALES DES VOIES

Les portiques de limitation de gabarit mis en place sur la voie de desserte interne (ex : Route Départementale 306) sont conçus pour pouvoir être manœuvrés et permettre en cas de besoin l'accès aux véhicules de secours (SDIS mais aussi ambulances, véhicules de police...).

Le Parc logistique est doté, à partir du portail d'accès principal éloigné de plus de 90 m des bâtiments d'entreposage, de voies centrales et périphériques communiquant entre elles par divers portails internes et permettant en permanence l'intervention des Services d'Incendie et de Secours et leur accès à chacun des bâtiments A et B par deux côtés opposés.

Parmi les différents portails internes, 5 portails pompiers sont aménagés :

- 1 portail de largeur 6 m près du poste de garde pour l'accès en direction du bâtiment A,
- 4 portails de largeur 4 m permettant des accès secondaires aux engins de secours à partir des parkings d'attente poids-lourds.

Ces portails sont à ouverture manuelle au moyen d'une clé triangle pompier ou équivalent. En outre, tous les portails d'accès motorisés doivent être équipés d'un dispositif permettant l'ouverture manuelle par les Services d'Incendie et de Secours.

L'accès des véhicules de secours est également possible depuis chacune des 12 entrées aux cours camions des bâtiments A et B, aménagées le long de la voie de desserte centrale du Parc logistique.

Une voie engins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre des bâtiments ; elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ces bâtiments et par les eaux d'extinction.

Cette voie respecte les caractéristiques suivantes :

- largeur minimale : 4 m
- hauteur disponible : 3,50 m
- force portante : 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, essieux distants de 3,60 m au minimum)
- rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 m (surlargeur dans les virages 15/R pour des virages de rayon R inférieur à 50 m)
- pente inférieure à 15%
- résistance au poinçonnement de 100 kN sur une surface circulaire de 0,20 m.

Des chemins stabilisés d'une largeur minimale de 1,8 m permettent de relier les issues de secours des deux bâtiments à la voie engins.

Des aires de mise en station échelle de 90 m² (6 m x 15 m) et de 60 m² (6 m x 10 m) en façade des bureaux, sont aménagées à une distance de 4 m du pied de chaque mur coupe-feu séparatif de deux cellules (ou de la façade des bureaux), sur chacune des façades des deux bâtiments A et B. Elles doivent permettre le positionnement des engins de secours sur patins stabilisateurs. Elles seront réalisées en émulsion gravillonnée, enrobés, béton ou à défaut au moyen de béton et dalles type evergreen sous réserve que cet aménagement résiste aux charges conventionnelles. En l'absence de marquage au sol matérialisant l'interdiction de stationner pour ces aires de mise en station échelle aménagées à proximité des bureaux, l'exploitant sera tenu de mettre en place une signalisation verticale mentionnant cette interdiction et précisant que ces emplacements sont réservés exclusivement aux véhicules de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des Services de Secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie d'accès des Services de Secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif est renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».

L'exploitant prend les dispositions pour qu'en cas de nécessité d'intervention des Services de Secours sur site, ceux-ci puissent être accueillis et guidés. Il établit préalablement en concertation avec ces Services, des consignes précises et efficaces sur leur accès en tous lieux du parc.

En outre, doit être apposé à l'entrée principale du site ou au poste de garde, un plan schématique à jour, sous forme de pancarte inaltérable, pour faciliter l'intervention des Services de Secours. Ce plan doit présenter au minimum chaque niveau du bâtiment (parties bureaux et locaux sociaux). Devront y figurer, suivant les normes en vigueur, outre les dégagements et les cloisonnements principaux des bâtiments, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers,
- des dispositifs et commandes de sécurité,
- des dispositifs de coupure des fluides,
- des organes de coupure des sources d'énergie (gaz, électricité...),
- des moyens d'extinction fixe et d'alarme.

CHAPITRE 7.7 : PREVENTION ET RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.7.1 : DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

7.7.1.1 – Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau des eaux pluviales ou le milieu naturel. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté, ou sont éliminés comme les déchets.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces concernées en cas de fuite.

7.7.1.2 – Règles de Gestion des Stockages en Rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. La traversée d'une capacité de rétention par des canalisations transportant des produits, incompatibles avec ceux contenus dans les réservoirs ou récipients situés dans ladite capacité de rétention, est interdite.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence (cas notamment des éventuels stockages extérieurs, exposés aux eaux météoriques).

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou dans des réservoirs à double paroi avec détection de fuite.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

7.7.1.3 – Réservoirs et Tuyauteries

L'étanchéité du réservoir associé à une rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.7.2 : CONFINEMENT – ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

7.7.2.1 – Dispositions Générales

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des liquides inflammables sont stockés (cas éventuel des cellules A10 et B14).

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation (rétention déportée), requis pour les deux cellules A10 et B14 si elles abritent des stockages de liquides inflammables, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire vers des capacités spécifiques implantées coté Sud-Est des bâtiments A et B.

Le volume nécessaire au confinement externe est déterminé en prenant en compte :

- le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie ;
- le volume de produit libéré par cet incendie ;
- le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 l/m² de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

7.7.2.2 – Dispositions Particulières

Un système, dimensionné suivant les préconisations du guide D9A, constitué notamment de deux bassins étanches d'une capacité unitaire minimale de 760 m³ (un bassin par bâtiment) et de leurs équipements connexes, venant en complément du volume constitué par les quais de chargement et les fossés béton en pied de bâtiments (sous "autodock"), doit permettre l'isolement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie sur le site du parc logistique, par rapport à l'extérieur. Les capacités totales requises en configuration d'exploitation des bâtiments « simple cour » sont de 1 620 m³ pour le bâtiment A et de 1 700 m³ pour le bâtiment B ; ces volumes doivent pouvoir être justifiés.

Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et équipé de vannes de barrage bien visibles, motorisées, actionnables en toutes circonstances localement et à partir du poste de garde, et se fermant automatiquement sur déclenchement du sprinklage. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne : un contrôle des vannes sera réalisé deux fois par an et un entretien (manœuvre, graissage) sera effectué au moins annuellement.

L'exploitant observe les dispositions pour que les capacités constituant ce dispositif de confinement soient maintenues à leur niveau bas en permanence (hors période consécutive à une collecte après incident) ; le niveau bas est déterminé de manière à ce que la capacité disponible du bassin soit suffisante pour satisfaire cet objectif de collecte en situation d'incendie.

Les quais de chargement sont étanches aux produits susceptibles d'être recueillis. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. La hauteur de rétention au niveau des quais est limitée à 20 cm au-dessus du caniveau. Cette hauteur pourra être de 35 cm maximum tant que la construction des différentes phases du parc logistique n'est pas achevée et sous réserve que le niveau des aires de mise en station échelle soit au-dessus de cette hauteur maximale susceptible d'être atteinte.

Les eaux confinées en application de l'article 7.7.2 doivent être traitées pour être rejetées dans le respect des dispositions du titre 4 du présent arrêté. A défaut, elles seront évacuées pour être éliminées en qualité de déchet, dans une filière dûment autorisée à cet effet.

TITRE 8 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES

Outre les prescriptions déjà reprises au travers des titres 1 à 7 ci-dessus, réglementant la conception des installations et les modalités d'exploitation du parc logistique, l'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions complémentaires spécifiques du présent titre.

CHAPITRE 8.1 : ATELIERS DE CHARGE DES ACCUMULATEURS

La recharge des batteries des engins de manutention se fera exclusivement dans des locaux de charge spécifiques dédiés. A cette fin, un local de charge au moins est aménagé par groupe de deux cellules en façade Nord-Est du bâtiment A et en façade Sud-Ouest du bâtiment B.

Les modalités minimales d'isolement de ces locaux de charge vis-à-vis des cellules de stockage sont les suivantes :

- murs REI 120,
- dépassement de 1 m au dessus de la toiture de ces locaux,
- dépassement latéral de 2 m dans le plan de la façade entrepôt, de chaque côté des locaux,
- porte d'accès EI 120-c, munie d'un dispositif de fermeture automatique.

La structure des locaux de charge répond aux caractéristiques minimales de stabilité au feu R60 ; leur façade sera réalisée en bardage métallique.

Les locaux de charge sont dotés d'au moins une issue de secours donnant directement vers l'extérieur ; ils seront désenfumés : la toiture comprend un lanterneau de désenfumage. Ce dernier ne pourra faire office de paroi soufflable en cas d'explosion que s'il est suffisamment dimensionné à cette fin (l'efficacité en cas de sollicitation devra être attestée). La couverture de type bac acier est constituée de matériaux répondant à la classe BROOF (t3).

Les sols des locaux de charge sont recouverts d'une résine d'étanchéité anti-acide avec remontée en plynthe sur une hauteur de 1 m à la périphérie, et sont associés à une rétention borgne de capacité minimale 1 m³ pour la récupération des écoulements acides éventuels.

Les locaux de charge seront très largement ventilés vers l'extérieur par des ventilations forcées asservies à la mise en fonctionnement des postes de charge. En outre, le dysfonctionnement de la ventilation dans un local de charge interdira l'opération de charge dans ce local.

Les locaux de charge seront équipés d'un dispositif de détection d'hydrogène auquel l'opération de charge est asservie.

Une consigne d'exploitation précisera que la charge est impérativement conditionnée à l'ouverture du coffre de l'engin électrique pour éviter tout risque de confinement d'hydrogène.

CHAPITRE 8.2 : CHAUFFERIES

Les chaufferies principales aménagées en façade arrière des bâtiments d'entreposage A et B, présentent les modalités minimales d'isolement suivantes vis-à-vis des cellules de stockage :

- murs REI 120 (mur contigu et murs perpendiculaires à ce dernier),
- toitures des chaufferies REI 120 (réalisées en béton)
- absence de communication directe, l'accès aux chaufferies se fait exclusivement de l'extérieur, depuis une porte 3UP s'ouvrant vers l'extérieur.

Elles seront équipées de détection gaz associée à des électrovannes ; ces dernières sont asservies à la détection et coupent l'arrivée de gaz ; les vannes de coupure gaz d'alimentation des chaufferies seront ATEX.

A l'extérieur des chaufferies, seront installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible
- un dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou autre système d'alerte d'efficacité équivalente.
- un report d'alarme vers le tableau général installé au poste de garde.

Les chaudières secondaires de production d'eau chaude, mises en œuvre pour le chauffage des bureaux, respectent les dispositions du Code du Travail (art R.4227-15 à R.4227-20).

CHAPITRE 8.3 : LOCAUX ELECTRIQUES (TRANSFORMATEURS)

L'alimentation électrique du Parc logistique est réalisée par le biais d'un poste électrique HTA, proche de l'entrée du site et équipé d'un transformateur pour l'alimentation des communs.

Les locaux électriques abritant les transformateurs satellites, aménagés en façade des bâtiments d'entreposage A et B, présentent les modalités minimales d'isolement suivantes vis-à-vis des cellules de stockage :

- mur contigu REI 120 dépassant de 1 m au-dessus de la toiture des locaux et d'au moins 1 m latéralement dans le plan de la façade entrepôt, de chaque côté des locaux
- toitures des locaux électriques BROOF (t3)
- absence de communication directe, l'accès aux locaux électriques se fait exclusivement de l'extérieur.

Les locaux électriques seront efficacement ventilés.

CHAPITRE 8.4 : LOCAL TECHNIQUE SPRINKLAGE

Le local abritant les groupes motopompes du dispositif d'extinction automatique de type sprinkler ESFR, présente les dispositions constructives REI 120.

Il est implanté à proximité du poste de garde, à une distance d'éloignement de 25 m au moins des cellules d'entreposage.

TITRE 9 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 : CONTROLES ET ANALYSES, CONTROLES INOPINES

L'Inspection de l'Environnement peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores.

Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité liée à l'exploitation des installations du Parc logistique. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 9.2 : PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1 : PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions liées aux activités exercées sur le site du parc logistique et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'Inspection de l'Environnement.

Les articles suivants du présent chapitre définissent le contenu minimal de ce programme en terme de nature de mesures, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement. Sauf mention spécifique dans ces articles, les comptes-rendus de mesures réalisées dans le cadre du programme d'auto surveillance, sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'Environnement. Ces comptes-rendus doivent être accompagnés de commentaires sur le respect des dispositions du présent arrêté et, en tant que de besoin, de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 9.2.2 : MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Cet organisme doit être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation, ou agréé par le ministère chargé de l'Inspection de l'Environnement pour les paramètres considérés.

Chaque paramètre de la chaîne analytique (prélèvement, échantillonnage, conservation des échantillons et analyses) doit être vérifié.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'Inspection de l'Environnement en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du Code de l'Environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'Inspection de l'Environnement peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Les mesures comparatives ne s'appliquent pas aux contrôles réalisés intégralement, des prélèvements jusqu'aux analyses, par un laboratoire accrédité ou agréé suivant les modalités précisées ci-dessus pour les paramètres considérés.

CHAPITRE 9.3 : MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.3.1 : AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations de combustion font l'objet d'une auto surveillance de la part de l'exploitant.

L'exploitant fait effectuer au moins tous les deux ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, ou, s'il n'existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation, une mesure du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote, selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NF EN 13284-1 ou la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de chaque installation de combustion.

Les mesures sont effectuées :

- selon les dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
- sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 9.3.2 : EFFICACITE ENERGETIQUE

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les chaudières en service sur le site sont équipées et exploitées conformément aux dispositions de la sous-section 2 – section 2 – chapitre IV – titre II – livre II de la partie réglementaire du Code de l'Environnement relatives aux rendements, équipement et contrôle des chaudières (articles R.224-20 à R.224-41-9).

L'exploitant est tenu de faire réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique de ses installations de combustion conformément aux articles R.224-31 à R.224-41 du Code de l'Environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW.

ARTICLE 9.3.3 : AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

9.3.3.1 – Fréquences et Modalités de l'Auto Surveillance de la Qualité des Rejets Aqueux

La qualité des eaux pluviales de ruissellement sur voiries et parking fait l'objet de mesures de surveillance au moins une fois par semestre en sortie de chacun des ouvrages de traitement (débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures), en amont des bassins et noues d'infiltration. Les mesures portent sur les paramètres polluants visés dans le tableau de l'article 4.3.11.1.

Le prélèvement sera réalisé dans des conditions représentatives de la qualité du rejet après traitement ; il pourra être ponctuel ou constitué de plusieurs échantillons prélevés de manière automatique et proportionnelle au débit sur une durée de deux heures. Les prélèvements sont conservés à une température réfrigérée de 4°C jusqu'à la réalisation des analyses.

Les dispositions de l'article 9.2.2 relatives au calage de l'auto surveillance sont applicables à ce rejet ; les mesures comparatives sont réalisées à une fréquence au moins annuelle.

Si les résultats mettent en évidence une pollution, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations (incident, fuite, dysfonctionnement...), en supprimer les causes. Il en informera sans délai l'Inspection de l'Environnement et lui transmettra sous un mois, le compte-rendu des analyses et des actions engagées.

ARTICLE 9.3.4 : METHODES DE MESURES

Les analyses dans l'air et dans l'eau prescrites ci-dessus aux articles 9.3.2 à 9.3.3, et devant être réalisées par un organisme accrédité ou agréé dans les conditions précisées à l'article 9.2.2, le sont conformément aux normes mentionnées respectivement à l'annexe I et à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et aux normes de référence.

ARTICLE 9.3.5 : AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant doit faire réaliser à ses frais une mesure des niveaux d'émission sonore du Parc logistique par un intervenant qualifié :

- au moins une fois par an en phase chantier et au plus tard six mois après le démarrage effectif des premières activités d'entreposage dans chacune des différentes tranches de construction du parc logistique (le cas échéant, une seule campagne de mesures pourra valoir pour phase chantier et démarrage d'activités).
- au moins tous les 3 ans ensuite.

Ces mesures se font en des points judicieusement répartis en limite d'exploitation du Parc logistique, définis de manière à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée (propriétés avec habitations, zones constructibles, bâtiments occupés par des tiers... susceptibles d'être les plus exposés aux bruits du site). Ces points seront au nombre de trois minimum, et devront comprendre les deux points situés en limites Est et Nord-Est du parc logistique, mentionnés dans le tableau de l'article 6.2.2 du présent arrêté.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'Inspection de l'Environnement dans un délai de deux semaines à compter de la réception par l'exploitant du compte-rendu d'intervention. La transmission est accompagnée des commentaires utiles à l'appréciation des résultats.

CHAPITRE 9.4 : SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 9.4.1 : EXAMEN DES RESULTATS – ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 9.3, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou font apparaître un écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Il doit alors en informer l'Inspection de l'Environnement dans les meilleurs délais et également, dès que possible, porter à sa connaissance le résultat de ses investigations et, le cas échéant, les mesures prises ou envisagées.

TITRE 10 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

CHAPITRE 10.1 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement :

- le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif
 - le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et d'un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.
- Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cet arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

CHAPITRE 10.2 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairies de DOURGES et OSTRICOURT et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'autorisation est soumise, est affiché en Mairies de DOURGES et OSTRICOURT pendant une durée minimale d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires des communes précitées.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

Un avis faisant connaître que l'autorisation a été accordée sera inséré, aux frais de la Société Publique Locale DELTA 3, dans deux journaux locaux diffusés sur l'ensemble des départements du Nord et du Pas-de-Calais.

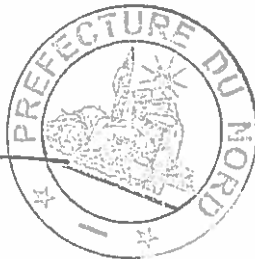
CHAPITRE 10.3 : EXECUTION

Messieurs les Secrétaires Généraux du Nord et du Pas-de-Calais, Madame la Sous-Préfète de LENS et M. l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la Société Publique Locale DELTA 3 et dont une copie sera transmise aux Maires des communes de DOURGES et OSTRICOURT.

Lille, le 28 NOV. 2016

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Olivier GINEZ



Arras, le 28 NOV. 2016

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général,

Marc DEL GRANDE



Copie destinée à :

- M. le Directeur de la Société Publique Locale DELTA 3
- M. le Préfet de Région Nord - Pas-de-Calais - Picardie
- Sous-Préfecture de LENS
- Mairies de DOURGES et OSTRICOURT
- Mairies de COURCELLES-LES-LENS, COURRIERES, HENIN-BEAUMONT, LEFOREST, LIBERCOURT, NOYELLES-GODAULT, OIGNIES et WAHAGNIES.
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Services Risques
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (Service de l'Environnement)
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Mme la Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi du Nord et du Pas-de-Calais
- Mme la Directrice Régionale des Affaires Culturelles
- Dossier - Chrono